

Le rôle singulier de l'Église catholique dans le développement et la réponse humanitaire



7 façons dont l'Église se démarque

Rédigé par Graham Gordon

Recherches supplémentaires de Jerome Foster, Ellen Martin et Francis Stewart

Édité par Seren Boyd

Remerciements

Un grand merci à tous les membres du personnel et partenaires qui ont fourni des exemples et d'autres informations : Kayode Akintola, Nana Anto-Awuakye, Bernard Balibuno, Ulrike Beck, Winston Berrios, Gabriele Bertani, John Birchenough, John Bosco, Dadirai Chikwengo, Yadviga Clarke, Fergus Conmee, Barbara Davies, Tom Delamere, Clare Dixon, Aisha Dodwell, Hombeline Duliere, Yael Eshel, Nikki Evans, Montserrat Fernandez, Eddie Flory Mackila, Gisele Henriques, Cecilia Ilorio, Lucy Jardine, Verity Johnson, Linda Jones, Agnes Kalekye, John Kalusa, Kezia Lavan, Moise Liboto, Mary Lucas, Howard Mollett, Conor Molloy, Mwila Mulumbi, Emily Mulville, Ibrahim Njuguna, Catherine Ogolla, Solomon Phiri, Julian Pinzon, Sonia Pritchard, Paul Rubangakene, Nelly Shonko, Richard Sloman, Janet Symes et Neil Thorns.

Photo de couverture : Sœur Yvonne Mwalula transportant des gourdes dans le cadre du programme Households in Distress (HID) en Zambie (Source : Ben White)

Contenu

Résumé	4
Introduction et portée du présent document	11
Section 1. Le rôle de l'Église dans le développement	13
Section 2. Sept voies par lesquelles l'Église fait la différence dans le développement et le travail humanitaire	17
1. Réponse humanitaire rapide, locale et inclusive	18
a. Zoom sur la réponse au coronavirus	18
b. Répondre aux conflits, aux migrations, aux catastrophes naturelles et aux pénuries alimentaires	22
2. Influencer les normes et les comportements sociaux	26
3. Consolidation de la paix, médiation et réconciliation	29
4. Renforcer la gouvernance démocratique par la participation citoyenne	34
5. Dire la vérité au pouvoir, témoigner et l'accompagner	38
6. Fournir des soins de santé et une éducation de qualité et ouverts à tous	42
7. Soutenir les moyens de subsistance durables	45
Voies à explorer	48

■ Résumé

La foi et la pratique religieuse sont au cœur de la vie de la plupart des habitants du Sud. Les institutions religieuses sont au cœur de la société, ce sont les pierres angulaires de la communauté, ayant beaucoup d'impact, même dans les communautés les plus reculées. Les chefs religieux ont, eux, la confiance des gens, ont généralement une autorité et de l'influence là où les autorités nationales et locales n'en ont pas.

Comprendre le rôle des organisations confessionnelles, basées sur la foi est donc essentiel pour un développement efficace et une réponse humanitaire, de même que pour construire un partenariat mutuellement avantageux sur un large éventail de questions et d'acteurs.

Au Royaume-Uni, un engagement significatif avec les acteurs religieux sera au cœur des travaux du nouveau Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, ainsi que l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique pour l'ODA (APD). Il n'y a pas de moment plus important pour ce faire, car nous cherchons collectivement à répondre à la pandémie actuelle de la manière la plus efficace.

L'Église catholique apporte une contribution particulière au développement et à la réponse humanitaire dans de nombreux contextes différents, de l'hébergement des réfugiés syriens au Liban à la consolidation de la paix au Sri Lanka, mais aussi du respect des droits des peuples autochtones au Guatemala, à faire en sorte que des élections libres et équitables aient lieu en République Démocratique du Congo. Ses relations à long terme, son engagement envers les communautés et son acceptation par la population locale signifient que l'Église est souvent la seule institution qui reste en place lorsque le conflit éclate, comme c'était le cas au Soudan du Sud. Mais aussi, lors de la guerre civile en Colombie, où l'Église a été témoin de la douleur des gens et a partagé leur souffrance. Lorsqu'une catastrophe se produit, elle est déjà sur les lieux, prête et disposée à réagir comme on l'a vu au Bangladesh et aux Philippines. L'Église a utilisé sa présence et son rôle dans les communautés pour lutter contre la propagation de maladies telles que l'Ebola et le Coronavirus.

L'implication des confessions religieuses dans la réponse à la menace de l'Ebola reste parmi les meilleures armes pour convaincre les populations d'adopter les bonnes pratiques et attitudes pour mettre fin à cette épidémie mortelle.

L'évêque catholique Theophile Kaboy Ruboneka de Goma, RDC

Le spectre, la portée et l'influence de l'Église en font un partenaire précieux pour les gouvernements, les entreprises et les organisations internationales.

Cependant, son potentiel, en tant que partenaire de développement et dans l'humanitaire, reste largement inexploité. Ceci est en partie dû à une méconnaissance de ses structures, de sa mission et de ses méthodes de travail, ainsi qu'à une approche instrumentalisée des acteurs du développement souhaitant que l'Église mette en œuvre des projets et programmes déjà conçus sans leur implication. Le présent document devrait permettre de résoudre ces malentendus..

Son potentiel a également été compromis en raison des échecs et incohérences de l'Église elle-même. L'Église catholique n'a pas toujours bien fait les choses et, dans certains cas, elle a même été du côté de l'opresseur, voire elle a pu enseigner ou se comporter de manière à stigmatiser ou restreindre les droits humains. Ce n'est un secret pour personne qu'il y a eu des controverses et des conflits entre les différentes organisations de l'Église et d'autres acteurs du développement. Ces problèmes ont largement été abordés ailleurs. Nous ne les aborderons donc pas ici, même si nous reconnaissons qu'ils font partie de la toile de fond de l'engagement et des partenariats.

Portée et champ d'application

L'Église catholique a une présence mondiale, avec environ 1,2 milliard d'adhérents dans le monde.¹ Les structures diocésaines et paroissiales confèrent à l'Église une présence nationale et locale dans presque tous les pays et communautés.

Elle comprend les structures formelles des évêques et des prêtres, avec le Saint-Siège comme organe directeur à Rome. Le Pape nomme des évêques rendant compte à Rome et ayant la responsabilité de superviser le travail dans leurs diocèses. L'Église comprend également les congrégations locales et les ordres religieux, les organisations de développement et les organisations de service, les communautés de base et les groupes de solidarité. Chacun de ces éléments peut jouer un rôle spécifique dans le développement et les interventions d'urgence.

Les professionnels du développement et de l'humanitaire étant amenés à rencontrer ces différents visages ou expressions de l'Église de manière distincte, il est donc important de comprendre comment ils fonctionnent, leur valeur ajoutée et les meilleurs moyens de construire des partenariats efficaces.

Mission et vision

Ce qui unit ces diverses expressions de l'Église, c'est la mission de l'Église et sa vision du développement.

La **vision du développement** est pour la personne dans son ensemble et pour tous les hommes, enracinée dans la dignité inhérente à tous les hommes, comme étant créés à l'image et à la ressemblance de Dieu, ayant une valeur et une importance égales. C'est une vision d'un monde transformé pour refléter le Royaume de Dieu, où toutes les personnes, communautés et la Terre peuvent s'épanouir et où toutes les personnes et institutions travaillent pour le bien commun. Le tout de façon à la fois individuelle et collective, mais aussi personnelle et structurelle.

La **mission et la nature de l'Église** sont vouées à la réalisation de cette vision :

- L'Église est appelée à servir tout le monde avec une « option préférentielle pour les pauvres », pour les personnes et les communautés que d'autres auraient pu ignorer, celles qui souffrent de discrimination, d'injustice ou d'oppression. Elle sert les gens en fonction des besoins, sans distinction de race, de sexe, ni religion.
- Elle est enracinée dans les communautés locales, partageant la vie, la souffrance, les espoirs et les rêves des gens, souvent là où peu d'autres institutions sont présentes, créant une compréhension et une confiance profondes.
- L'Église est également appelée à transformer la société, avec une vision profondément optimiste du type de changement possible, tout en poursuivant sa tradition prophétique de dénoncer l'injustice et l'oppression et de dire la vérité au pouvoir en place.



Cela fait 20 ans que je suis prêtre en Colombie et que je vis au milieu d'un conflit armé. J'ai eu à faire face à tous les groupes armés ... craignant pour ma vie à plusieurs reprises. Si vous êtes un prêtre engagé envers le peuple, vous devenez une cible des groupes armés. J'ai été pointé du doigt et menacé de nombreuses fois alors que je me tenais aux côtés de personnes forcées de fuir leur maison, je restais avec ceux qui sont restés et ont enduré, j'ai ramassé des cadavres, même lorsque des groupes armés nous ont chassés.

Père Sterlin, prêtre du diocèse de Quibdó², Colombie



¹ <http://www.pewforum.org/2013/02/13/the-global-catholic-population/>

² <https://www.thetablet.co.uk/blogs/1/1207/peace-must-be-more-than-just-a-declaration-in-colombia->

Contribution singulière

La nature de l'Église lui a permis de jouer un rôle singulier quant au développement et à la réponse humanitaire dans différents contextes.

Nous avons regroupé ces rôles singuliers de l'Église en sept grandes catégories, tout en reconnaissant que l'Église en remplira souvent plusieurs, sinon tous ces rôles, à un moment donnée.

- 1 Réponse humanitaire rapide, locale et accessible à tous
- 2 Influencer les normes et les comportements sociaux
- 3 Consolidation de la paix, médiation et réconciliation
- 4 Renforcer la gouvernance démocratique grâce à la participation citoyenne
- 5 Dire la vérité au pouvoir en place, témoigner de la souffrance et l'accompagner
- 6 Fournir des soins médicaux et une éducation de qualité et accessibles à tous
- 7 Soutenir des moyens de subsistance durables

Ci-dessous, nous offrons des snapshots (instantanés) sur la manière dont l'Église a travaillé sur ces questions dans différents contextes, ainsi que leur impact sur la vie des gens. Le rapport principal donne plus de détails sur tous les exemples.

1 Réponse humanitaire rapide, locale et accessible à tous

Les agences de l'Église peuvent souvent agir immédiatement dans toute réponse humanitaire, en raison de leur présence dans les communautés. Son enracinement dans les communautés et le travail en cours avec les populations vulnérables signifie que ses institutions sont souvent déjà conscientes de ceux qui en ont le plus besoin, pour pouvoir cibler leur réponse, comme elles l'ont fait pendant le Covid-19. Au **Soudan du Sud** et au **Kenya**, l'Église a utilisé des Saba montre à un membre du personnel de Caritas les dommages que son abri a subi au cours de la récente saison de la mousson.



Photo: Inmanuel Chayan Biswas/Caritas Bangladesh. Saba montre à un membre du personnel de Caritas les dommages que son abri a subi au cours de la récente saison de la mousson. Fournir un abri sûr et répondre au coronavirus à Cox's Bazar, au Bangladesh.

Fournir un abri sûr et répondre au coronavirus à Cox's Bazar, au **Bangladesh**. Radios locales pour atteindre les zones les plus reculées, y compris les communautés autochtones, en fournissant des informations précises sur la santé publique dans les langues locales.

Le réseau mondial Caritas est le deuxième plus grand fournisseur de soutien humanitaire, capable d'une réponse à la fois technique et financière globale, mais aussi coordonnée. Il dépasse même les frontières, en fournissant de la nourriture, un abri, des conseils juridiques et même des foyers familiaux à long terme aux réfugiés vénézuéliens en **Colombie**, au **Bésil** et au **Pérou**. Les agences de l'Église peuvent souvent atteindre les gens dans les premières 24 heures en faisant appel aux ressources locales et aux capacités de bénévoles, comme aux **Philippines** où Caritas a mobilisé des centaines de bénévoles pour soutenir 650 000 personnes touchées par le typhon Haiyan en 2013.

La réponse de l'Église catholique est enracinée dans l'engagement de servir tout le monde, indépendamment de ses croyances religieuses et de son affiliation, comme dans la réponse des Rohingyas au **Bangladesh**. Dans les camps de réfugiés Rohingyas, Caritas a fourni à 275 000 personnes un abri sûr et digne, avec éclairage, toilettes et espaces de bain, ainsi que des espaces adaptés aux femmes et aux enfants.



Nous sommes la preuve d'une expression d'amour envers le peuple. L'Évangile dit: « Quand j'avais faim, vous m'avez donné à manger, quand j'étais sans abri, vous m'en avez fourni un.

Atul Sarker, directeur exécutif de Caritas Bangladesh³



3 <https://www.youtube.com/watch?v=WoVKNjAoK-Y>

2 Influencer les normes sociales et les comportements

Étant enracinée dans les communautés et faisant partie intégrante de la vie des gens, l'Église a souvent été en mesure d'influencer de manière positive les normes et les comportements sociaux pour changer la manière dont les communautés traitent les gens. Cela s'applique en particulier au traitement des personnes vulnérables ou de celles qui ont été stigmatisées, exclues ou considérées comme des citoyens de seconde zone. En raison de leur rôle et de leur présence de confiance, les services sociaux de l'Église ont réussi à résoudre de nombreux sujets auparavant tabous. Cela a conduit à une réduction du mariage précoce des enfants au **Malawi** et à une lutte contre l'exploitation sexuelle au **Guatemala**.

En **Afrique de l'Ouest** et en **République démocratique du Congo (RDC)**, l'Église et d'autres chefs religieux ont pu aider à endiguer la propagation du virus Ebola, donnant l'exemple, en se faisant vacciner et en enseignant comment les pratiques d'enterrement plus sûres, nouvellement requises, étaient compatibles avec les croyances et traditions. En **Zambie**, les organisations de développement des églises ont aidé les communautés à modifier les lois foncières pour permettre aux femmes de posséder des terres.

Au **Mozambique**, l'Église s'est prononcée contre le sujet auparavant tabou du trafic d'organes humains à des fins de sorcellerie. Il s'agissait d'un contexte où les gens avaient peur de s'exprimer par crainte de représailles pour eux-mêmes ou leurs familles et de devenir eux-mêmes victimes de la sorcellerie. La recherche détaillée sur l'étendue du trafic et l'enseignement de la dignité humaine ont changé le débat sur ce qui est considéré comme culturellement acceptable en termes de trafic d'organes humains à des fins de sorcellerie



Photo: Tommy Trenchard/ Caritas Internationalis

Caritas a formé des prêtres et autres chefs religieux pour diffuser des messages de prévention contre le virus Ebola et inciter au lavage des mains lors de toutes les cérémonies en RDC.

3 Consolidation de la paix, médiation et réconciliation

L'Église est, par ailleurs, active dans la consolidation de la paix, la médiation et la réconciliation à tous les niveaux, en raison de son rôle de confiance et de sa présence dans les communautés. Elle est considérée comme un acteur impartial, recherchant le bien commun et parlant au nom de ceux dont la voix peut ne pas être entendue. Adoptant une approche emphatique, l'Église a rassemblé des communautés en guerre au **Kenya** et en **Éthiopie**, ce qui a conduit à la réconciliation communautaire, à la protection des terres et du bétail et à une réduction significative des pertes en vies humaines.



Photo: Sam Phelps/ Catholic Relief Services

L'archevêque Dieudonné Nzapalainga de Bangui se joint aux musulmans en prière pour la fin de la crise, République centrafricaine.

Grâce à des programmes de consolidation de la paix, axés sur la pratique, les agences de développement de l'Église ont rassemblé des groupes qui se considèrent comme des ennemis et les ont aidés à travailler ensemble vers un objectif commun, à surmonter l'animosité et les préjugés. Cela s'est fait à travers des centres sportifs et les activités de loisirs au **Liban**, des distributions de semences et d'outils en **Ouganda** pour les communautés qui acceptent les rapatriés (y compris d'anciens militants) au milieu d'eux, et des projets de plantation d'arbres au **Myanmar** impliquant différents groupes religieux qui se seraient avant vus comme ennemis.

Au niveau national, le rôle impartial de l'Église signifie que ses dirigeants peuvent jouer un rôle crucial dans la consolidation de la paix, comme en **Colombie** via la Commission vérité et au **Soudan du Sud** dans le cadre de l'équipe de médiation pour la paix au niveau national. Le Vatican a soutenu le travail au Soudan du Sud, en convoquant une réunion de haut niveau avec les dirigeants à Rome, en vue de la signature de l'accord de paix en 2019.

Nous travaillons avec des communautés traumatisées et déchirées par la guerre à la consolidation de la paix et à la réconciliation. En rassemblant les Dinka et Nuer à travers la principale division ethnique et en persuadant les auteurs et les victimes de se rencontrer face à face, nous pouvons répondre aux doléances qui alimentent le conflit, y compris la violence endémique contre les femmes. C'est ce que fait le plan d'action de l'Église pour la paix, communauté par communauté.

Père James Oyet, Secrétaire général du Conseil des églises du Sud-Soudan*

4 Renforcer la gouvernance démocratique grâce à la participation citoyenne

L'Église a mobilisé les citoyens pour qu'ils s'engagent dans des processus démocratiques pour promouvoir des politiques gouvernementales et des activités commerciales qui aident les communautés à prospérer et à protéger l'environnement, comme au **Pérou** où ils ont aidé les communautés autochtones à s'engager pacifiquement avec les entreprises et le gouvernement local et à accéder à l'eau pour l'agriculture et les moyens de subsistance des communautés.

Au **Royaume-Uni**, des milliers de paroisses et d'écoles catholiques ont pris des mesures pour soutenir le changement climatique, rencontrant leurs députés et participant à des marches, ainsi qu'en changeant leur mode de vie en passant aux énergies renouvelables et en trouvant d'autres moyens de réduire leur empreinte carbone.

L'Église a joué un rôle important dans de nombreux pays en renforçant la gouvernance démocratique en formant et en aidant les citoyens à s'engager avec le gouvernement et en assurant la supervision d'élections libres et équitables et la transition vers la démocratie.

En **RDC**, l'Église a utilisé sa présence et son rayonnement dans le pays pour renforcer la responsabilité démocratique et plaider en faveur d'élections libres et équitables. Elle est présente dans les 26 provinces, grâce à des services tels que des écoles et des centres médicaux,

l'Église étant l'une des rares institutions qui suscite beaucoup de respect et de confiance dans ce grand pays divisé. La Conférence des évêques catholiques a formé 40 000 citoyens à agir en tant qu'observateurs électoraux lors de l'élection de 2017, en jouant un rôle de supervision informelle quant à l'évaluation des résultats des élections, limitant les possibilités de fraude électorale et contribuant à la réduction de la violence pendant la période électorale.



Célébration du prix Livesimply, St Benedict's Garforth, diocèse de Leeds, Royaume-Uni.

5 Dire la vérité au pouvoir en place, témoigner de la souffrance et l'accompagner

L'Église étant appelée à dire la vérité au pouvoir en place, a utilisé à cette voix prophétique pour intervenir auprès des gouvernements à tendance autoritaire et des entreprises qui ne respectent pas les droits des personnes. C'est ce qui l'a conduit à être la cible de violences, de nombreuses personnes ayant perdu la vie. Au **Nicaragua**, les autorités de l'Église catholique ont mené une marche contre une culture d'impunité et de corruption. L'Église a alors été invitée à essayer de servir de médiateur pour mettre fin à cette impasse politique.

Le rôle d'accompagnement et de témoignage de la souffrance signifie que l'Église a souvent découvert et dénoncé les violations des droits humains, les massacres et les traitements abusifs de populations vulnérables, qui autrement n'auraient pas été signalés. Ce fut notamment le cas tout au long du conflit armé interne en **Colombie** et des massacres de Gukurahundi au début des années 80 au **Zimbabwe**.

En prenant la parole, l'Église vise à offrir une vision et un espoir pour l'avenir aux citoyens dans une époque Femmes autochtones mayas participant à un atelier sur les droits humains au Guatemala. de difficultés et de

4 <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/mar/27/din-over-brexit-us-border-wall-south-sudan>



Photo: Montserrat Fernandez

Femmes autochtones mayas participant à un atelier sur les droits humains au Guatemala.

désespoir, et une voix de paix en période de violence. Cela se voit dans les nombreuses lettres pastorales rédigées par les Conférences épiscopales nationales et régionales et certains évêques, comme à la fin de la guerre civile au **Sri Lanka**, après un dégel des relations entre **l'Éthiopie** et **l'Érythrée**, et avant les élections au **Kenya**. Ces lettres, généralement lues dans les églises à travers le pays, attirent souvent une couverture médiatique nationale, influençant le débat national. **Le pape François** s'est également prononcé sur de nombreuses questions d'importance mondiale, notamment la publication de son encyclique *Laudato Si'* ; *sur Care for our common home*, quelques mois seulement avant les pourparlers de 2015 sur le changement climatique à Paris, cherchant à souligner l'urgence du changement climatique et à influencer le niveau d'ambition des gouvernements et des entreprises.

Au **Brésil**, où de nombreuses personnes ont été tuées alors qu'elles tentaient de protéger leurs terres, la commission foncière de l'Église (CPT) a aidé les communautés à traduire les auteurs en justice et à obtenir des titres de propriété pour leurs terres. Ils défendent les droits des familles et des communautés pauvres par le biais du système judiciaire lorsqu'ils sont menacés d'expulsion ou lorsqu'ils demandent une indemnisation pour leur réinstallation après avoir été expulsés de leurs terres. Ils travaillent avec les communautés, tout au long de ce processus, les aidant à rester organisées afin qu'elles ne renoncent pas à leur revendication de terres ou n'abandonnent pas leurs terres, en raison des pressions de la production agricole et de la commercialisation.

6 Fournir des soins médicaux et une éducation de qualité et accessibles à tous

En raison de sa taille, de sa portée et de sa structure paroissiale, l'Église catholique a une couverture presque mondiale. Pendant des décennies, les institutions de l'Église ont fourni des soins médicaux et une éducation

de haute qualité, accessibles à tous, dans de nombreux pays, y compris dans les communautés où l'État a des ressources et une portée limitées. L'offre de soins médicaux est souvent reconnue pour sa qualité et son approche personnelle, comme au **Libéria**, en **Érythrée** et au **Zimbabwe**. Les services de santé s'appuient sur un éventail d'ordres religieux et de bénévoles qui ont le temps et la vocation de prendre soin de la personne dans son ensemble, s'engageant à traiter chacun avec dignité et respect.

Ses écoles sont souvent reconnues pour la qualité de leur éducation et leur enseignement fondé sur des valeurs. Elles peuvent, en effet, avoir des impacts plus larges dans la société en raison des liens avec la communauté au sens large et des problèmes auxquels les gens sont confrontés. Par exemple, au **Salvador**, les ordres religieux travaillent avec les enfants et leurs familles pour renforcer leur estime de soi et leur offrir des perspectives alternatives en dehors de la culture dominante des gangs. Au **Bangladesh**, les écoles catholiques ont donné accès à l'éducation à la population Adivasi, qui autrement serait exclue des opportunités éducatives plus larges.

L'infrastructure et la portée de ces écoles et centres de santé peuvent également compléter le développement et le travail humanitaire de l'Église. Ils peuvent servir d'abris ou de centres de distribution en cas d'urgence, de bureaux de vote ou de bureaux de contrôle électoral, de lieux de confiance pour le dialogue et la médiation, et comme centres d'accueil et de réinsertion.

En **Érythrée**, l'Église soutient le gouvernement quant à dispenser des soins médicaux dans les zones reculées que les services de l'État ont eu du mal à atteindre. Des groupes de religieuses, dont les Sœurs de la Charité et les Sœurs Missionnaires Comboniennes, parcourent de longues distances en véhicule pour se rendre dans des villages reculés et vérifier la santé des gens. Ils apportent également des kits d'accouchement de sages-femmes, ce qui a entraîné une réduction des taux de mortalité maternelle et infantile.



Photo: Ana Manganaro Clinic

Contribuer à la santé et la nutrition de la mère et de l'enfant à Guarjila, au Salvador.

7 Soutenir des moyens de subsistance durables

Les organisations de développement de l'Église sont présentes au niveau local, soutenant de nombreuses communautés, tant rurales qu'urbaines, vers des moyens de subsistance durables. Leur présence continue et leur large éventail d'interventions leur permettent de s'engager dans l'ensemble des activités communautaires, notamment l'agriculture durable, la résolution des conflits, la participation des femmes, le développement organisationnel et la fourniture de soins médicaux et d'hygiène. La durée pendant laquelle l'Église a servi ces communautés, sa concentration sur le service de chaque personne et la promotion du bien commun, montre qu'on lui accorde une grande confiance.

Cela signifie également que les gens sont disposés à apprendre de nouvelles méthodes d'agriculture et d'utilisation des terres de l'Église, pour devenir plus durables sur les plans économique et environnemental, comme on le voit dans l'agriculture résiliente au climat au **Zimbabwe**.

Par sa présence sur le terrain, l'Église a également permis l'épanouissement de différents modèles de développement qui protègent l'environnement et mettent les gens au premier plan, comme son rôle dans le soutien de la législation pour protéger les sources d'eau au **Salvador**.

Grâce à l'approche « famille comme unité de développement » de Caritas à l'agriculture en **Zambie**, les agriculteurs ont vu des rendements accrus grâce à l'agriculture biologique, ainsi qu'une meilleure nutrition, ce qui a permis aux communautés d'envoyer tous les enfants, y compris les orphelins, à l'école. Cela a aussi permis une amélioration de la qualité des sols, une réduction de l'érosion et la capture du carbone, grâce à la plantation d'arbres, ainsi qu'à une participation accrue des femmes quant à la prise de décision et une diminution des conflits familiaux.



Tabeth arrosant ses plantes dans le potager communautaire de Jekesa Fungwa, Zimbabwe.

Les voies à suivre

Il existe une opportunité pour des partenariats plus efficaces entre les gouvernements donateurs, les organisations internationales et l'Église à tous les niveaux.

Au Royaume-Uni, un engagement significatif avec l'Église et d'autres acteurs religieux sera une partie essentielle du travail du Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement nouvellement formé et le développement d'un nouveau cadre stratégique pour l'APD.

Cet article suggère quatre façons dont cela peut se produire :

- 1 Mettre en œuvre un programme d'apprentissage fondé sur des preuves avec des protagonistes de la foi**, en analysant ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné dans les partenariats précédents avec le gouvernement britannique. Cela pourrait commencer par des domaines d'intérêt mutuel, tels que l'intervention humanitaire, la consolidation de la paix et la réponse aux pandémies, notamment Ebola et Covid-19.
- 2 Assurer un engagement plus profond et continu avec les chefs religieux et les groupes confessionnels aux niveaux local et national dans l'analyse politique**, la conception, le développement et la mise en œuvre des programmes. Cela devrait être un pilier-clé dans le travail de toutes les missions britanniques à l'étranger, en s'engageant avec les acteurs religieux en tant que partenaires précieux, enracinés dans des contextes locaux avec un capital social, culturel et politique inestimable et des perspectives inestimables.
- 3 Développer une approche stratégique pour travailler avec les acteurs religieux**. Le FCDO devrait développer une stratégie interdépartementale pour s'engager avec les protagonistes de la foi, en sollicitant la contribution d'un groupe consultatif confessionnel. Cela pourrait commencer par focaliser sur des questions où il existe déjà un engagement fort, comme la réponse humanitaire, la consolidation de la paix et la responsabilité démocratique.
- 4 Fournir un soutien à long terme pour des partenariats efficaces avec les acteurs religieux**, en particulier pour les questions où ils sont souvent les seuls à pouvoir intervenir efficacement, comme dans la consolidation de la paix ou la réponse humanitaire, et dans des contextes auxquels d'autres acteurs ont du mal à accéder.

■ Introduction et portée de ce document

La plupart des habitants des pays du Sud s'engagent régulièrement dans une certaine forme de pratique religieuse et confessionnelle. Pour beaucoup, la foi et la religion sont au cœur de leur propre développement, des décisions de vie et de la pratique communautaire. Les institutions religieuses sont souvent les principaux points de référence, de même que les institutions les plus fiables pour la majorité d'entre eux. Les expressions de la foi ont tendance à être plus publiques et communautaires que dans le Nord, où il y a une plus grande séparation entre la vie publique et privée.

Comprendre le rôle des organisations confessionnelles, basées sur la foi, est donc essentiel pour construire des partenariats efficaces et mutuellement avantageux entre un large éventail d'acteurs. Cet article vise donc à donner une compréhension plus approfondie du rôle distinctif de l'Église catholique dans le travail humanitaire et de développement, en s'appuyant sur un large éventail d'exemples.

L'Église catholique est une institution complexe qui peut revêtir différents visages, selon les contextes. Dans de nombreux pays, en particulier en Afrique et en Amérique latine, l'Église et ses ministères pastoraux, de développement social, de santé et d'éducation imprègnent littéralement la société. La plupart de la population se dit chrétienne, souvent avec une majorité appartenant à l'Église catholique et partageant de nombreuses croyances, normes et valeurs.

Dans d'autres pays, cependant, en particulier en Asie et au Moyen-Orient, l'Église catholique est souvent minoritaire. Cependant, sa mission de servir l'ensemble de la population et son engagement pour le bien commun, la pousse à contribuer à la société dans son ensemble dans cette perspective. Prenant en charge des services médicaux et d'éducation, l'Église aura souvent une présence significative même là où le catholicisme est minoritaire.

Un potentiel inexploité

Quelles que soient les expressions locales, nationales et même internationales, il existe un potentiel inexploité important dans l'Église catholique en matière de développement et de travail humanitaire. Cela doit être mieux compris pour que l'Église ait un plus grand impact en partenariat avec d'autres organisations, telles que les gouvernements, les entreprises et les organisations internationales.

Une idée fausse, courante parmi les travailleurs du développement et les travailleurs humanitaires, est simplement de voir l'Église comme un prestataire parmi d'autres, mettant en œuvre des projets qui ont déjà été conçus et décidés ailleurs. Comme nous le soulignons, cela reviendrait à ignorer le rôle de l'Église, comme étant bien ancrée dans les communautés sur le long terme, ainsi que sa profonde compréhension de l'histoire, de la culture, des espoirs et des craintes de la population locale. De même ce serait évincer le rôle de l'Église, du clergé et des travailleurs laïcs en tant que voix de confiance qui s'engagent pour le bien commun et qui peuvent s'engager avec les gens d'un point de vue de valeurs et de croyances partagées.

Une autre erreur est d'assimiler les organisations ecclésiastiques à de grandes organisations de développement séculier et humanitaires pour se concentrer davantage sur les exigences bureaucratiques et financières. Ce faire, c'est ignorer le potentiel bénévole et pastoral important de l'Église, l'accompagnement des communautés dans leurs luttes et leurs rêves, ainsi qu'une approche des personnes enracinées dans la dignité humaine.

En outre, on a parfois supposé que l'Église recherchait son propre bénéfice ou favorisait son propre peuple, se retrouvant négligée en tant que partenaire. Cela ne tient pas compte de son engagement en faveur du bien commun et du développement de la personne dans son ensemble et de chaque personne, sans distinction de race ou de religion, qui est au cœur de l'enseignement social catholique et des institutions de développement social de l'Église.

Cet article vise à montrer le rôle singulier que joue l'Église catholique dans le développement et le travail humanitaire, enraciné dans sa mission et sa vision, ses structures et sa présence sur le terrain.

Il met en lumière la portée de l'Église dans les communautés locales, ayant permis une réponse immédiate au coronavirus au Soudan du Sud, en Éthiopie, en Bolivie et au Brésil, et aux catastrophes humanitaires aux Philippines, en Syrie et au Venezuela.

Cela montre aussi comment l'Église peut influencer les normes sociales pour répondre à la stigmatisation et à la discrimination, aboutissant à des droits fonciers pour les femmes en Zambie et à une réduction du mariage des enfants au Malawi.

5 Banque mondiale (2000) La voix des pauvres

6 <https://www.caritas.org/who-we-are/>

Cela examine son rôle de consolidation de la paix communautaire et de médiation au Kenya, en Éthiopie et en Colombie, où l'Église a évité de nouvelles pertes en vies humaines en se posant en intermédiaire de confiance, faisant converger des groupes en guerre.

La voix de l'Église est clairement montrée à travers des lettres pastorales qui peuvent souvent représenter l'humeur nationale et donner aux gens la confiance de s'exprimer.

Enfin, le document décrit les domaines dans lesquels les agences de développement des églises locales ont contribué à développer des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, tout en se prononçant pour la protection de l'environnement, comme l'agriculture durable en Zambie et la protection de l'eau au Salvador.

Cet article comporte deux mises en garde. Premièrement, ce n'est pas une représentation « des défauts » du rôle de l'Église catholique dans le développement. Les exemples choisis, souvent parmi les partenaires de la CAFOD, montrent l'Église sous son meilleur aspect. Comme cela a été bien expliqué, l'Église a aussi parfois fait partie

du problème et a été impliquée dans l'oppression, l'injustice et la discrimination contre différents groupes de différentes manières, et ce, tout au long de son histoire. L'Église n'agit peut-être pas toujours, comme une institution unifiée unique dans un pays ou dans des diocèses, ce qui signifie que parfois différents dirigeants d'églises, peuvent garder le silence sur les injustices tandis que d'autres s'expriment, voire, que certains peuvent tolérer des comportements discriminatoires que d'autres condamnent. Ce qui explique parfois la réticence des professionnels du développement à s'engager davantage.

Deuxièmement, l'Église catholique travaille souvent au sein de coalitions œcuméniques, interconfessionnelles, voire de plus amples coalitions au sein de la société civile. Certains des exemples se concentrent davantage sur ces coalitions, tout en essayant de montrer la contribution distinctive que l'Église catholique a pu apporter en raison de sa structure, de sa portée, de sa mission et de ses approches.



Photo: Nella Waga

Sœur Modeasther Karuri, responsable du programme de Caritas Nairobi, distribuant des fournitures au Kenya

Section 1. Le rôle de l'Église dans le développement

STRUCTURE ET PRÉSENCE DE L'ÉGLISE

L'Église catholique a une présence mondiale : 16 % de la population mondiale se déclare catholique - ce qui équivaut à environ 1,2 milliard de personnes et 50 % de tous les chrétiens.⁷ La structure diocésaine et paroissiale signifie que l'Église a également une présence locale dans presque tous les pays et communautés.

Elle comprend les structures formelles des évêques et des prêtres, avec le Saint-Siège comme organe directeur à Rome. L'Église comprend également les congrégations locales et les ordres religieux, les organisations de développement, celles de service, les communautés de base et les groupes de solidarité, englobant de nombreux laïcs et initiatives.⁸

Les professionnels du développement et de l'humanitaire sont donc susceptibles de rencontrer l'Église sous des formes différentes, selon le contexte dans lequel ils travaillent et le type de travail qu'ils accomplissent.

Au niveau local, cela peut notamment se faire à travers une paroisse ou une congrégation locale de croyants engagés, voire un groupe de religieuses ou de prêtres œuvrant dans une école ou un hôpital. Pour d'autres, cela peut apparaître comme un évêque avec lequel ils se réunissent pour plaider ensemble au nom des pauvres et des marginalisés, ou à travers d'une université catholique.

Les gens peuvent se faire une idée à travers des prestations et programmes, tels que Caritas, Justice et Paix, la migration ou le travail pénitentiaire, qui œuvrent souvent dans les communautés rurales et avec les populations vulnérables. Leur interaction peut également passer par les bureaux officiels du Saint-Siège, l'organe directeur central de l'Église, basé à la Cité du Vatican, ou par les nonces apostoliques ou ambassadeurs dans différents pays.

Il est important de comprendre comment ces différentes parties fonctionnent, et comment elles s'articulent, afin de développer des partenariats avec les instances les plus appropriées.

VISION DU DÉVELOPPEMENT

L'Église catholique mondiale a une vision particulière du développement, qui sous-tend sa mission et son fonctionnement.

Cette vision est enracinée dans l'enseignement social catholique, une tradition vivante qui a, au fil du temps, adopté une méthode consistant à « voir, juger et agir » sur les questions sociales, environnementales, mais aussi économiques.

Voir, signifie faire attention aux « signes des temps » dans la société au sens large, accompagner et écouter les voix des personnes, ainsi que des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. *Juger*, amène les principes de l'enseignement social catholique (dont la dignité humaine, la solidarité, le bien commun, l'option préférentielle de participation pour les pauvres, le soin de la création) à focaliser sur le problème.



Photo: Abyei

Le père Karlo Kaw prêche lors de la messe du dimanche des Rameaux à l'église catholique d'Abyei, une région contestée le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud.

⁷ <http://www.pewforum.org/2013/02/13/the-global-catholic-population/>

⁸ La Constitution dogmatique du Concile Vatican II sur l'Église, décrit les différentes expressions de l'Église, y compris l'image du « peuple de Dieu » (9-11), indiquant que l'Église ne se réfère pas seulement à la structure de l'institution, la hiérarchie ou au clergé, mais aussi aux communautés de personnes réunies par Dieu. *Lumen Gentium*, 1964.

Les principes-clés de l'enseignement social catholique qui guident le développement et la réponse humanitaire

Dignité

Chaque personne humaine est faite à l'image et à la ressemblance de Dieu. C'est un cadeau que nous partageons tous en tant qu'êtres humains ; nous sommes tous infiniment aimés par notre Créateur. C'est simplement en étant, non en faisant ou en ayant, que nous avons de la dignité.

Participation et subsidiarité

La participation signifie que toute personne a le droit de participer à la vie économique, politique et culturelle de la société et aux décisions qui affectent sa communauté, et ce, en accord avec sa dignité. La subsidiarité signifie que la défense de cette dignité ne doit pas reposer exclusivement sur l'État, mais aussi sur des institutions démocratiques et décentralisées, de même que sur la société civile. La participation aux décisions qui affectent les gens peut donc se faire au niveau le plus local qui soit, le cas échéant.

Solidarité

La solidarité c'est se souvenir que notre appartenance est une. La solidarité ne consiste pas seulement en des alliances fondées sur des contrats, mais aussi en des relations reconnaissant notre interdépendance, entre tous les peuples de la planète et entre les générations passées et futures.

Le bien commun

Le bien commun désigne des conditions nécessaires pour que les gens vivent dans la dignité et garantissent que les biens de la terre soient utilisés au profit de tous.

L'option préférentielle pour les pauvres

Jésus se liait d'amitié avec les plus pauvres et les plus vulnérables, considérés comme des parias par la société, montrant que l'amour de Dieu était du côté des opprimés et non de l'opresseur. En plus de ce qu'exige la justice, ce principe nous demande de voir le monde du point de vue des personnes et des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables.

La paix

Faire régner la paix passe une valeur fondamentale de l'Évangile, dite « bénie » dans le sermon sur la montagne (Matthieu 5 : 1-12). Il s'agit, en effet, de promouvoir la non-violence, la réconciliation, la résolution des conflits, mais aussi la mise en place des conditions à même de favoriser une paix durable.

Se soucier de la création

La terre est notre maison à tous. Il ne nous appartient pas d'exploiter ou d'abuser, mais de prendre soin des générations futures, en reconnaissant la valeur de tous les êtres vivants. Le changement climatique et la destruction écologique font du tort à ceux qui sont le moins responsables de l'industrialisation et de la pollution. Sachant cela, prenez soin de la création, comme étant liée à la justice et au bien commun.

La vision correspondante du développement est celle qui favorise le développement de la personne dans son ensemble, de tous les hommes et de la planète. C'est une vision d'un monde transformé pour refléter le Royaume de Dieu, où toutes les personnes, communautés et la Terre peuvent s'épanouir et où toutes les personnes et institutions travaillent pour le bien commun. Le tout de façon à la fois individuelle et collective, personnelle et structurelle.

Elle puise aussi sa source dans la dignité inhérente à tous les Hommes, étant faite à l'image et à la ressemblance de Dieu, de valeur et d'utilité égales, tant pour les hommes que les femmes. Jésus promet « la vie en abondance » (Jean 10 :10) et c'est là une promesse pour tout un chacun. La mission est donc de servir l'ensemble de la société, sans distinction de race ou de religion.

Le développement se doit également de répondre aux problèmes urgents de notre temps.

Selon le Pape Paul VI : « *Le développement ne peut se limiter à une simple croissance économique. Pour être authentique, elle doit être complète : intégrale, c'est-à-dire promouvoir le bien de chaque personne et de la personne tout entière* » (*Populorum progressio*, 1967).

Après le krach financier de 2008, le pape Benoît XVI a appelé l'État et le marché à travailler ensemble, au service du bien commun, reconnaissant que le marché à lui seul n'avait pas réussi à fournir les biens et libertés de base, à respecter la dignité de la personne humaine et la précarité travailleurs et familles (*Caritas in veritate*, 2009).

Face aux impacts à la fois du surdéveloppement et du sous-développement, le Pape François appelle à un changement écologique urgent, ainsi qu'à une redéfinition du progrès en réponse à une culture des déchets, à la perte de biodiversité et aux menaces du changement climatique. Il en appelle à une approche écologique complète, tout étant interconnecté, toutes les créatures étant de même reconnues comme intrinsèquement précieuses, indépendamment de leur utilité. Le développement est donc une approche holistique favorisant l'épanouissement humain, ce qui englobe, prendre soin de notre maison commune et de la création de Dieu, à la fois pour les générations actuelles et futures (*Laudato Si' – on Care for our common home*, 2015).

Dans la crise actuelle de Covid-19, le pape François déplore l'absence d'une réponse mondiale coordonnée dans un monde où le nationalisme, le populisme et l'individualisme ne cessent de se développer. Il en appelle à « *une politique clairvoyante et capable d'une approche nouvelle, intégrale, mais aussi interdisciplinaire quant à la gestion des différents aspects de la crise* ». Il fait valoir que nous devons profiter de l'occasion pour reconstruire à partir du coronavirus d'une nouvelle manière qui place les personnes et la planète - et non l'économie - au centre. Il nous faut tirer les leçons des erreurs de la dernière crise financière dont la réponse n'a pas consisté à repenser le modèle de développement, mais à plutôt approfondir certaines de ses caractéristiques les plus dommageables : « *Il semble que les stratégies actuelles développées dans le monde entier à la suite de la crise aient favorisé un plus grand individualisme, moins d'intégration et une plus grande liberté pour les véritables puissants, qui trouvent toujours un moyen de s'en sortir indemnes* » (*Fratelli tutti, sur Fraternité et amitié sociale*, 2020, pp 170-79).

MISSION ET RÔLE DE L'ÉGLISE

Une partie de la mission de l'Église est d'œuvrer pour réaliser cette vision du développement de la personne tout entière et de tous les hommes, en harmonie avec notre maison commune.

Avant d'examiner comment l'Église a joué un rôle distinctif dans ce développement, nous exposerons brièvement trois aspects de sa mission.

1 Appelée à servir toutes les personnes, en particulier les plus marginalisées

L'Église en tant qu'institution et en tant que peuple de Dieu est appelée à servir les personnes et les communautés dans lesquelles elle opère, sans rien attendre en retour (Luc 4 : 18-19). Cela concerne tout le monde, mais l'Église doit avoir une option préférentielle pour les pauvres (*Laudato Si'*, p 158) et une attention particulière pour ceux qui sont en marge de la société, ces personnes et communautés que d'autres ont pu ignorer, ceux qui souffrent de discrimination, d'injustice ou encore d'oppression. Alors que l'Église est impartiale, sa vision du développement et son engagement pour le bien commun l'obligent à œuvrer pour la justice et la paix, tout en parlant au nom de ceux qui ne sont pas traités équitablement.

Homélie du pape François à la messe chismale, 2013 La papauté du pape François a commencé par mettre en évidence cet aspect de la vocation d'un prêtre, en invitant les pasteurs à avoir « l'odeur des brebis »⁹ - à partager les luttes et le désordre des gens dont ils s'occupent. La position des prêtres et des ordres religieux, dans une communauté locale, accompagnant leurs luttes quotidiennes, partageant des espoirs et des rêves, leur permet de trouver une voix et une manière de s'adresser aux gens, transcendant les distinctions de classe, de race ou de privilège.

Cela peut aussi leur permettre d'avoir une autorité morale au sein de la communauté, du pays, voire même au-delà. Cela n'est pas dû à une position hiérarchique ou institutionnelle formelle, mais vient uniquement à travers le service, comme présenté par Jésus, le roi serviteur qui a lavé les pieds des disciples (Jean 13) et qui a encouragé les enfants à l'approcher au moment où ce qu'il prêchait était à son apogée (Matthieu 19).

9 Homélie du pape François à la messe chismale, 2013

Cela se fait toujours en partenariat avec ceux dont cela implique la vie, car l'Église voit les gens comme des « artisans de leur propre destin » (*Populorum progressio*, p 65), avec dignité, à l'image et à la ressemblance de Dieu et avec la capacité de contribuer à la société. Cela conduit l'Église à engager un dialogue avec tout le monde.

2 Ancrée dans les communautés locales, avec une portée mondiale

L'enracinement de l'Église dans les communautés signifie qu'elle est présente avant, pendant et après tout événement, avec une présence qui dépasse la plupart des autres acteurs. Cela permet une réponse immédiate et durable aux urgences, de même qu'un engagement dans le développement à long terme, accompagnant les communautés et leurs propres processus.

Cette présence continue permet de construire des relations de confiance sur le long terme, car les gens savent que l'Église sera toujours là et les servira indépendamment de leurs croyances ou de leur affiliation, demeurant impartiale dans son engagement pour la justice et la paix dans la sphère politique. C'est ce qui a permis à l'Église de jouer un rôle dans la médiation, la convocation du dialogue et la consolidation de la paix, agissant en tant qu'intermédiaire de confiance au milieu des conflits.

Cela permet également aux responsables d'églises et autres de s'engager auprès des gens en s'appuyant sur les valeurs, les préoccupations spirituelles et émotionnelles, ce qui peut aider à motiver les valeurs extrinsèques des personnes, telles que prendre soin des plus marginalisés, se porter volontaire pour servir les autres, l'inclusion et la protection de l'environnement. Cela se vérifie surtout dans des pays comme la plupart de ceux en Afrique et Amérique latine, où la religion fait partie de la vie quotidienne et où la séparation entre les sphères publique et privée est moins marquée que dans les sociétés occidentales.

La portée de l'Église est également mondiale, ce qui signifie qu'elle peut atteindre tous les peuples, que ce soit dans les communautés les plus reculées ou dans les sièges de pouvoir au niveau national et international.

Cela permet également à l'Église de voir les problèmes mondiaux, tels que la migration et le changement climatique à partir de diverses perspectives locales, à travers les expériences individuelles de femmes, d'hommes et d'enfants.

3 Appelé à transformer la société

L'Église a une vision claire et pleine d'espoir sur l'avenir du monde, avec une vision holistique du développement humain et sa croyance en un Dieu, très active dans la société humaine. Cela implique de prendre soin du monde pour les générations actuelles et futures.

C'est en cela que l'Église est appelée à continuer dans la tradition des prophètes de l'Ancien et du Nouveau Testament, avec leur double appel à dénoncer l'injustice, l'oppression et la souffrance, ainsi qu'à montrer ce qui doit changer. Jésus l'illustre avec l'image du « sel et de la lumière » (Matthieu 5: 13-16). D'une part, c'est essentiellement encourageant et cela donne aussi une motivation constante à travailler pour un monde meilleur. Cependant, cela peut conduire à une confrontation avec ceux qui sont au pouvoir ou avec des intérêts particuliers lorsque les personnes les plus pauvres ou la création souffrent.

Un prêtre s'engage principalement en tant que pasteur avec une responsabilité spirituelle envers les personnes sur qui il veille. En s'adressant aux gens d'abord comme à des paroissiens et des êtres humains, la voix d'un prêtre peut éviter les déformations de la vérité par ceux qui sont au pouvoir. Saint Oscar Romero pouvait s'adresser aux membres de l'armée salvadorienne comme à des êtres humains, plutôt que comme des machines à tuer, car soumis à la loi de Dieu avant toute loi ou allégeance humaine.¹⁰

Cette voix prophétique est l'Église qui s'adresse non seulement au monde, mais aussi à l'Église elle-même lorsqu'elle a été complice d'injustice ou de discrimination, ayant besoin de changer ou même de se repentir de son passé négatif.

¹⁰ «L'Église au service de la libération personnelle, communautaire et transcendante », Homélie de Saint Oscar Romero, Cinquième dimanche de Carême 23 mars 1980, p. 22

Section 2. Sept façons dont l'Église fait une différence dans le développement et le travail humanitaire

La nature de l'Église lui a permis d'avoir un rôle distinctif dans différents contextes.

Nous avons regroupé ces rôles singuliers de l'Église en sept grandes catégories, tout en reconnaissant que l'Église en remplira souvent plusieurs, sinon tous ces rôles, à un moment donné.

- 1 Réponse humanitaire rapide, locale et accessible à tous**
- 2 Influencer les normes et les comportements sociaux**
- 3 Consolidation de la paix, médiation et réconciliation**
- 4 Renforcer la gouvernance démocratique grâce à la participation citoyenne**
- 5 Dire la vérité au pouvoir en place, témoigner de la souffrance et l'accompagner**
- 6 Fournir des soins médicaux et une éducation de qualité et accessibles à tous**
- 7 Soutenir des moyens de subsistance durables**

Le reste de l'article examine tour à tour chacun de ces points d'impact, en expliquant le rôle de l'Église et en l'illustrant par des exemples dans toute l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie et le Moyen-Orient.

Dans la première section sur la réponse humanitaire, nous avons ajouté une section supplémentaire au début sur la façon dont l'Église a répondu au contexte actuel du coronavirus.



Photo: Ben White
La famille de la beauté à la maison. Programme des ménages en détresse (HID), Zambie.

1 RÉPONSE HUMANITAIRE RAPIDE, LOCALE ET ACCESSIBLE À TOUS



Photo: Caritas Mutare

Distributions de nourriture et partage de messages de santé et d'hygiène pendant l'épidémie de coronavirus au Zimbabwe.

a) Pleins feux sur la réponse au coronavirus

Alors que la pandémie de coronavirus s'est propagée dans le monde entier, elle a fait de nombreuses victimes et causé des souffrances considérables à des millions de personnes. Les systèmes de santé, existants dans de nombreux pays, ont eu du mal à y faire face, avec les restrictions et les mesures préventives qui en résultent, ayant affecté les moyens de subsistance et les stratégies d'adaptation de nombreuses personnes parmi les plus vulnérables de la société.

Grâce aux centres médicaux existants et aux agents de santé intégrés dans les communautés, l'Église a été en mesure de compléter les services des gouvernements, en fournissant des kits EPI et des installations de lavage des mains, dans des pays comme **l'Éthiopie**. Les agents de proximité actuels connaissent souvent les membres les plus vulnérables de la communauté, ayant été en mesure de cibler les vivres d'urgence et les produits d'hygiène vers les migrants, les peuples autochtones et les détenus en **Bolivie**, au **Brésil** et au **Guatemala**.

L'Église du Soudan du Sud et du Kenya, se posant en tant que voix de confiance dans la société, a été en mesure de faire en sorte que les campagnes de sensibilisation par le biais des stations de radio locales et des visites en porte-à-porte, atteignent les communautés autochtones et rurales en respectant leur culture pour pouvoir provoquer un changement de comportement.

Aide d'urgence pour les prisonniers et les migrants

Le système de santé national en **Bolivie** a été étendu au-delà de sa capacité d'adaptation, en raison du coronavirus, car il avait déjà du mal à atteindre de nombreuses zones rurales. Les restrictions de quarantaine, pour empêcher la propagation du virus et essayer de protéger le système de santé d'une demande insoutenable, ont limité les déplacements des gens pour acheter de la nourriture, ainsi que la distance qu'ils peuvent parcourir. Ces règles causent des difficultés extrêmes aux migrants et aux communautés de peuples autochtones des villes, dont les moyens de subsistance dépendent du travail informel. Les approvisionnements alimentaires dans les prisons, ayant été considérablement réduits, les proches n'ont pas pu rendre visite aux détenus pour leur fournir de la nourriture ou des produits d'hygiène indispensables. Les familles de migrants, y compris les réfugiés vénézuéliens, vivent dans des abris temporaires, comme des gares routières, sans possibilité de trouver du travail ou de la nourriture ou de subvenir aux besoins de leurs familles. Les restrictions ont également causé des souffrances aux enfants dans les orphelinats et aux personnes âgées dans les maisons de retraite : ces institutions ont été fermées aux visiteurs, y compris aux membres de la famille et aux autres réseaux de soutien sur lesquels ils comptent pour les provisions de base.

Pastoral Social Caritas Bolivia (PSCB) a fait de ces groupes les plus vulnérables une priorité de soutien, étant donné qu'ils sont également confrontés à la discrimination de la part de la population en général et moins enclins à recevoir un soutien bénévole ou émanant de l'État. Le PSCB a établi un partenariat avec le HCR, pour ses réseaux nationaux d'équipes diocésaines locales, connaissant les membres les plus vulnérables de la communauté et sachant comment leur venir en aide. Ces équipes de diocèses ont fourni de la nourriture et des produits d'hygiène aux détenus de presque toutes les prisons du pays, hommes et femmes, ainsi qu'aux migrants des villes de La Paz, Oruro et Potosí. Ils leur ont aussi fourni un repas par jour, ainsi que des produits essentiels, tels que du papier hygiénique et un désinfectant pour les mains, ainsi que des médicaments si possible. Tout ceci a été possible grâce aux relations du PSCB par le biais de son ministère pénitentiaire et de son travail avec les migrants, ainsi que de sa capacité à mobiliser des bénévoles pour servir la communauté locale.

Utiliser les réseaux de santé pour distribuer des kits d'hygiène et effectuer des transferts d'argent

Alors que les cas de coronavirus commençaient à augmenter en **Éthiopie**, les hôpitaux et centres de santé catholiques ont utilisé leur portée pour fournir du matériel d'hygiène et sensibiliser les populations rurales à la manière de se protéger contre le virus. Grâce à la présence et au travail existants de ces établissements de santé dans les petites villes et les zones rurales, l'Église connaît les groupes les plus vulnérables - tels que les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), les personnes âgées, les enfants des rues et les personnes handicapées - ayant pu cibler ses interventions en conséquence. En utilisant les hôpitaux et les centres médicaux comme base, les agents de santé, de proximité et les bénévoles se sont rendus dans des endroits-clés où les membres de la communauté passeront ou se rassembleront dans la vie quotidienne ou viendront chercher des conseils. Il s'agit notamment des marchés, des gares routières et des points de contrôle, des lieux de culte et des organisations sociales. Ils ont fourni du matériel de désinfection des mains aux membres de la communauté et installé des points de lavage des mains, ainsi qu'une formation sur la bonne hygiène et la distanciation sociale. En tant que membres de confiance de la communauté, parlant la langue locale et faisant partie de la culture locale, les agents de santé ont contribué au changement de comportement nécessaire pour empêcher la propagation rapide du coronavirus.

En outre, en raison des restrictions de voyage, de l'accès réduit aux marchés locaux et de la hausse des prix des denrées alimentaires pendant la période de juin à septembre, le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres a considérablement diminué, les rendant vulnérables à la malnutrition et à la faim. Les chiffres publiés par le gouvernement éthiopien et les partenaires humanitaires ont identifié 16 millions de personnes ayant un besoin immédiat de soutien, soit plus du double du chiffre six mois auparavant.¹¹ Au Tigray et à Addis-Abeba, la Commission de développement social de l'Église catholique (Caritas Éthiopie) a travaillé en étroite collaboration dans le cadre de la réponse prévue par le gouvernement éthiopien. En se reposant sur ses réseaux existants pour travailler avec les dirigeants communautaires, elle a pu identifier ceux qui avaient besoin d'un soutien immédiat et leur fournir du liquide, si nécessaire. Grâce au réseau mondial Caritas, Caritas Éthiopie a pu recueillir des fonds et réutiliser les programmes existants pour atteindre 1,4 million de personnes grâce à ses interventions d'urgence à un stade précoce.

¹¹ Révision des exigences humanitaires 2020 : <https://reliefweb.int/report/ethiopia/ethiopia-government-and-partners-release-revised-humanitarian-response-plan>

Atteindre les communautés rurales et autochtones grâce à la radio locale

Dans de nombreux pays, l'Église a été un partenaire-clé avec les agences gouvernementales, grâce à ses campagnes de sensibilisation pour prévenir la propagation du coronavirus, réduire la stigmatisation et promouvoir le changement de comportement. L'Église est souvent intervenue auprès des groupes marginalisés, en utilisant son propre réseau et ses propres ressources lorsque l'accès au gouvernement a été difficile ou les ressources insuffisantes.

Au **Kenya**, le gouvernement a utilisé les journaux nationaux et les réseaux sociaux pour informer la population sur le coronavirus et promouvoir des mesures préventives. Cependant, il leur a été plus difficile d'atteindre les communautés pauvres et marginalisées qui n'ont pas accès aux smartphones et à la télévision et où les niveaux d'alphabétisation sont faibles. La peur et la stigmatisation alimentaient beaucoup de désinformation sur le coronavirus, semant la confusion. La radio étant le principal moyen pour de nombreuses communautés rurales de recevoir leurs informations, la Conférence épiscopale du Kenya a donc utilisé le réseau existant de 15 stations de radio catholiques, des stations de radio communautaires locales et des annonces d'orateurs locaux pour sensibiliser le public. Comme l'Église est une institution de confiance, ses messages ont de la crédibilité et la communauté est plus susceptible d'agir en conséquence. En outre, dans un contexte de stigmatisation accrue autour du coronavirus, rendant beaucoup de gens réticents à se rendre au dépistage, la Conférence épiscopale a veillé à ce que les messages soient axés sur l'empathie et l'inclusion, par opposition au blâme, à la discrimination et à l'exclusion.

Au **Guatemala**, il a été difficile de fournir aux communautés autochtones des informations culturellement appropriées dans leurs propres langues. En collaboration avec les communautés elles-mêmes, la Caritas nationale a préparé des messages de santé publique dans de nombreuses langues autochtones telles que le q'eqchi', le poqomchi', le ch'orti', le kaqchikel et le garifuna. Elle a diffusé ces informations par le biais de stations de radio locales et régionales en partenariat avec la Fédération guatémaltèque des écoles de radio (FGER) et Radio Tezulutlan, atteignant un total de 10 millions de personnes.

Au **Soudan du Sud**, une grande partie de l'infrastructure sanitaire rurale a été détruite et les chaînes d'approvisionnement en matériel médical et en médicaments ont été perturbées pendant la guerre civile. La population rurale est donc exposée à un risque considérable, en particulier les personnes âgées et celles qui présentent des vulnérabilités telles que des problèmes de santé chroniques ou des handicaps. La prévention

devenant alors une stratégie de survie pour beaucoup. Lorsque les premiers cas de coronavirus ont été détectés au Soudan du Sud, la Society of Daughters of Mary Immaculate) était déjà présente dans l'État de Gogrial, impliquée dans la consolidation de la paix et la réponse humanitaire. Avant que les infections ne se propagent, la DMI a commencé à sensibiliser le public au coronavirus, préparant ainsi les communautés à réagir, à travers les réseaux existants, tels que les communautés de paix et de réconciliation, les groupes d'entraide de femmes, les associations de parents et d'enseignants et les clubs de paix dans les écoles. En collaboration avec le ministère de la Santé, l'OMS et l'UNICEF, ils ont rédigé des messages dans les langues locales sur l'éloignement social, le lavage des mains et l'importance de rester à la maison, diffusés par la radio locale. Cela a permis de contrer les fausses informations largement diffusées sur les réseaux sociaux et de réduire la stigmatisation autour des personnes perçues comme provenant des zones à risque de virus. Le Catholic Radio Network (CRN) au Soudan du Sud a travaillé dur pour atteindre les communautés éloignées avec des informations sur le coronavirus dans les langues locales. Les programmes de radio ont impliqué des chefs religieux et des experts médicaux, conviant les auditeurs à poser des questions sur tout, de la transmission de la mère à l'enfant à la naissance, aux pratiques d'enterrement, en passant par la transmission via la nourriture. Des messages de santé publique ont également été diffusés via des haut-parleurs, des affiches et des visites en porte-à-porte dans les zones sans couverture radio.

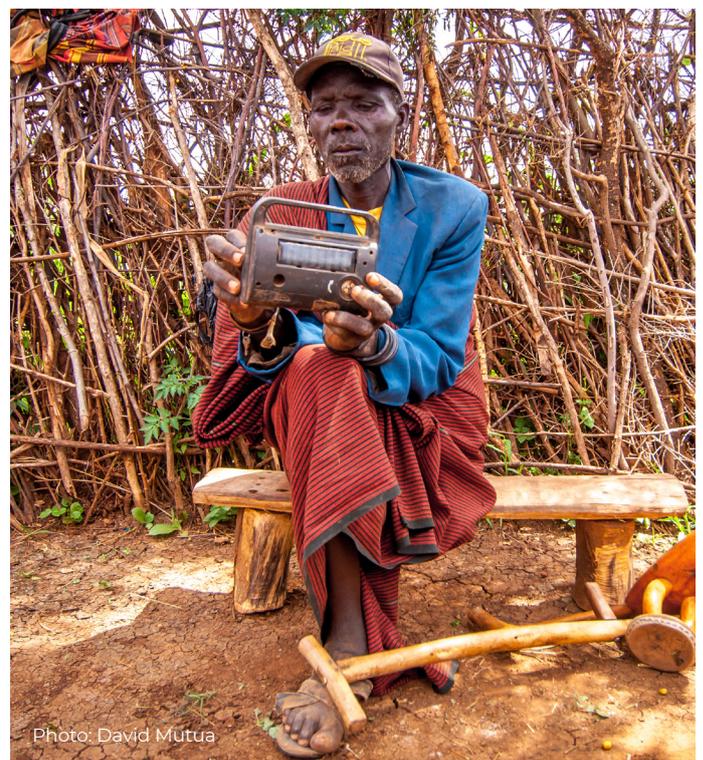


Photo: David Mütua

Lokwii avec une radio de Caritas Moroto, partenaire de CAFOD, écoutant les annonces publiques en Ouganda.



Photo: Grito dos Excluídos Continental

Aide d'urgence aux sans-abri à Sao Paulo, Brésil pendant le coronavirus.

Renforcer les services de santé communautaire et fournir de la nourriture

PSCV (Pastoral Social - Caritas Verapaz) travaille avec les communautés autochtones du diocèse de Verapaz, au **Guatemala**, dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de la prévention de la violence à l'égard des femmes. Le peuple Maya, parmi les plus pauvres du pays, est géographiquement plus difficile à atteindre et les communautés autochtones sont méfiantes et réticentes à utiliser les services de santé publics, en raison de l'expérience passée de la discrimination. Les restrictions relatives aux coronavirus ont limité l'accès des communautés aux marchés, de sorte qu'elles ne peuvent ni vendre leurs produits, ni acheter de la nourriture pour une alimentation équilibrée. En outre, la suspension des plans d'épargne communautaires leur a refusé l'accès aux financements d'urgence. Enraciné dans ces communautés, PCSV a fourni des colis alimentaires à 30 000 personnes dans le besoin, ainsi que la distribution de kits d'hygiène et la promotion d'une bonne hygiène pour empêcher la propagation du virus. Cela comprend la traduction des informations gouvernementales dans les langues locales.

En raison des restrictions accrues imposées à la visite des centres de santé pour des traitements non urgents, il a été essentiel de veiller à ce que les agents de santé et les sages-femmes autochtones des communautés puissent opérer d'une manière aussi sûre que possible. À cette fin, PSCV leur a fourni des équipements EPI et a soutenu leur formation. Le PCSV a également fourni des

consultations téléphoniques pour les personnes ayant des problèmes de santé et a encouragé la communauté à référer les cas suspects de Covid-19 pour des tests et un traitement. En raison de la discrimination antérieure, le personnel du PSCV a accompagné des membres de la communauté autochtone dans les centres de santé gouvernementaux et a signé un accord formel avec le ministère de la Santé et le conseil local pour assurer un environnement de dépistage favorable, de bonne qualité et non discriminatoire pour tous.

Le Brésil a été l'un des pays les plus touchés par le coronavirus. L'Église catholique et ses réseaux de bénévoles communautaires y ont joué un rôle-clé, en fournissant aux gens des articles de base, en répandant la solidarité et en fournissant des informations correctes aux plus vulnérables. En avril 2020, la Conférence nationale des évêques brésiliens (CNBB) et Caritas Brésil ont lancé une campagne nationale de solidarité d'urgence appelée « Il est temps de s'en occuper » (E Tempo de Cuidar). En septembre, cette campagne avait bénéficié à plus d'un demi-million de personnes. Des volontaires de 100 diocèses à travers le Brésil ont recueilli et distribué 3 000 tonnes de nourriture, 300 000 repas chauds, 25 000 kits d'hygiène, 13 000 ensembles d'EPI, des vêtements et des chaussures, qui ont été distribués aux personnes les plus durement touchées par la pandémie. Ils ont diffusé des directives de l'OMS pour lutter contre la désinformation, dont une grande partie provient de sources officielles du gouvernement dans le cadre d'un débat politique polarisé et destructeur qui ne tient guère compte des plus vulnérables.



Photo: Tommy Trenchard/Caritas Internationalis

Distribution de nourriture par Caritas dans une église de Marabo, en RDC, une ville qui a été durement touchée par l'Ebola.

b) Répondre aux conflits, aux migrations, aux catastrophes naturelles et aux pénuries alimentaires

Les agences de l'Église sont souvent les premiers intervenants en cas de catastrophe. Leur présence dans les communautés signifie qu'ils peuvent atteindre les gens dans les 24 premières heures en faisant appel aux ressources locales et aux capacités de bénévolat. Le réseau mondial Caritas est le deuxième plus grand fournisseur de soutien humanitaire, capable d'une réponse à la fois technique et financière globale, mais aussi coordonnée. Il œuvre également au-delà des frontières, comme répondre à la crise **syrienne** au **Liban** et en **Jordanie**, et soutenir les réfugiés vénézuéliens en **Colombie**, au **Brésil** et au **Pérou**.

La réponse de l'Église catholique est reconnue pour servir toutes les personnes, indépendamment de leurs croyances religieuses et de leur affiliation, ce qui permet l'accès à toutes les communautés de confessions différentes, voire d'aucune. En mettant l'accent sur le service à l'ensemble de la population, y compris les personnes les plus difficiles à atteindre, les agences Caritas veillent à ce que personne ne soit laissé pour compte dans les interventions humanitaires, comme au **Bangladesh**.

L'accent est également mis sur le renforcement des organisations locales afin qu'elles aient une capacité et un leadership accrus dans toutes les réponses actuelles et futures, pour pouvoir continuer à servir les gens, après le passage de la crise aiguë, comme aux **Philippines**.

Premiers intervenants et atteindre les plus difficiles à atteindre

Les agences Caritas et autres partenaires de l'Église sont souvent parmi les seules organisations ayant accès aux régions les plus touchées du pays que les autres agences humanitaires ne sont pas en mesure d'atteindre. En **Syrie**, les groupes et réseaux confessionnels locaux figuraient parmi les intervenants de première ligne pour obtenir de l'aide dans les zones assiégées comme Alep et la Ghouta orientale, et les agences Caritas font partie des rares ONG ayant accès à des parties du pays sous contrôle gouvernemental. En **RDC**, ce sont les établissements médicaux de l'Église qui ont signalé pour la première fois des cas de décès dus à l'épidémie d'Ebola en 2018 dans des régions du pays où la présence du gouvernement, des Nations Unies et des ONGI est faible ou absente.

Aux **Philippines**, la Caritas nationale (NASSA) a répondu¹² au terrible typhon Haiyan de 2013 (nom local, Yolanda) en fournissant aux survivants des kits d'urgence, des abris, de l'eau et des installations sanitaires. Son réseau de dirigeants, de paroisses et de bénévoles à travers les Philippines a permis à l'Église d'être les premiers intervenants : ils étaient déjà sur le terrain, avant l'arrivée de toute aide internationale. L'Église a utilisé ses bâtiments locaux et ses écoles, restés intacts, servant d'abris temporaires pour les personnes les plus touchées et les plus vulnérables. Après la réponse immédiate, la NASSA a aidé la communauté à construire des maisons résistantes aux catastrophes et à remettre sur pied leurs moyens de subsistance. La collecte de fonds et le soutien technique pour la NASSA ont été coordonnés par Caritas Internationalis, qui a mobilisé⁴³ agences Caritas nationales pour soutenir l'effort de secours, atteignant 650 000 personnes. LA NASSA a utilisé la portée et



Photo: Kamogetsi Phuti/Caritas Mutare

Distribution de nourriture et d'articles ménagers essentiels aux personnes touchées par le cyclone Idai au Zimbabwe.

l'enracinement dans les communautés locales, de mêmes que ses relations avec le gouvernement local pour former des prêtres et des bénévoles paroissiaux à la prévention des catastrophes. Ils ont rationalisé et coordonné les systèmes d'alerte précoce à l'échelle de la communauté, avec des points d'évacuation clairs et des responsabilités assignées, dans le but de réduire les pertes humaines en cas d'urgence à venir. La NASSA a, en effet, augmenté sa capacité, pouvant désormais mener toute intervention en cas de catastrophe grâce à son expertise technique, son expérience et son réseau de bénévoles.

Au **Zimbabwe**, la police et l'armée ont répondu violemment aux manifestations politiques de janvier 2019, avec des informations faisant état de passages à tabac massifs dans certaines zones urbaines. De nombreuses personnes, en particulier des jeunes, ont été traumatisés par la violence. Des animateurs formés par la Commission catholique pour la justice et la paix (CCJP) ont été envoyés dans les communautés pour offrir un soutien psychologique et pastoral immédiat aux personnes touchées. Les animateurs ont reçu des lettres de recommandation de l'Église, réitérant l'enseignement catholique et expliquant qu'ils s'acquittaient de leurs devoirs pastoraux. Grâce à la confiance que l'Église inspire, ils ont pu accéder à des communautés où on ne permettait pas à d'autres d'entrer. En même temps, l'Église a utilisé ses structures hiérarchiques et son autorité pour dénoncer la violence et plaider pour la paix et la démocratie. Dans une lettre pastorale à tous les Zimbabweens, les évêques catholiques ont écrit :



Nous appelons tous les peuples à faire preuve de tolérance les uns envers les autres et à exprimer leurs droits constitutionnels de manière pacifique et non violente. La protection pacifique est prévue dans la Constitution. Malheureusement, les protestations des citoyens et les actes de désobéissance civile ont dégénéré en violence, destruction de biens, blessures et pertes de vie. Nous vous exhortons à toujours éviter la violence et à respecter les droits de chacun, en particulier ceux qui ne sont pas d'accord avec vous.¹³

Lettre pastorale de la Conférence des évêques catholiques du Zimbabwe



¹² https://www.youtube.com/watch?v=bgQ2Hd_h8jl

¹³ <https://catholicchurchnewszimbabwe.wordpress.com/2019/01/>

Au **Soudan du Sud**, la Society of Daughters of Mary Immaculate (DMI) travaille dans l'État de Gogrial depuis 2012 dans des programmes de consolidation de la paix, d'éducation et d'autonomisation des femmes, grâce à des groupes d'épargne et de prêt, ainsi qu'à une formation au leadership et à la prise de parole en public. En raison d'un conflit de longue date entre les communautés Apuk et Ajugo à propos des frontières et de l'accès aux pâturages et à l'eau, jusqu'à 13 000 personnes ont été déplacées, principalement des femmes et des enfants. Les terres ont été détruites ou laissées en jachère et de nombreuses PDI sont devenues dépendantes de l'aide alimentaire d'urgence. Malgré l'insécurité persistante, les efforts de consolidation de la paix des sœurs DMI, ainsi que leur présence et leur accompagnement continus, ont permis à ces personnes déplacées de se sentir suffisamment en sécurité pour rentrer chez elles. En raison de leur présence de longue date et de la confiance qu'elles inspirent des deux côtés, les sœurs DMI ont pu continuer à travailler en étroite collaboration avec les communautés. Cette organisation a souvent été la seule à travailler dans certaines régions de l'État.

Action humanitaire transfrontalière

En **Jordanie**, Caritas est l'une des rares organisations à fournir une source constante de soutien au grand nombre de réfugiés irakiens, un groupe largement victime de discrimination et marginalisé dans leur pays d'accueil. Motivée par l'enseignement de l'Église à atteindre les plus pauvres et les plus marginalisés de la société, Caritas contribue à garantir aux réfugiés l'accès à l'éducation.

Elle offre également une formation aux compétences professionnelles et au développement des entreprises, telles que la fabrication de savon et de meubles, pour permettre aux réfugiés un certain degré d'autosuffisance et une chance de s'intégrer dans la communauté au sens large. Caritas soutient également les réfugiés syriens dans la région, en leur fournissant un enseignement et des cours de rattrapage, avec des espaces sociaux pour ceux qui ne sont pas dans les systèmes scolaires formels. Caritas utilise également les nombreux bâtiments de l'église pour offrir des espaces sûrs aux réfugiés. L'un de ces bâtiments est le Centre Notre-Dame de la Paix à Amman, qui offre non seulement un espace de relationnel aux réfugiés, mais également sûreté et sécurité en attendant d'être transférés dans un autre pays.

Bien que le **Bangladesh** ait une population chrétienne minoritaire, Caritas Bangladesh y est bien accueillie, jouissant de la confiance des communautés locales, en raison de sa focalisation explicite sur le développement de la personne dans son ensemble et de tous en général. Une approche du développement qui considère chacun comme un voisin signifie que Caritas a été particulièrement bien placée pour répondre aux crises de réfugiés. La récente crise des réfugiés rohingyas, qui a commencé en 2017 au Myanmar, a vu la migration massive du peuple musulman Rohingya vers les pays voisins. On estime à 700 000 le nombre de réfugiés qui ont fui, rien que vers le Bangladesh, dans ce que l'ONU a décrit à l'époque comme la « plus grande crise humanitaire au monde » et le résultat d'un « nettoyage ethnique » de masse. Dans les camps de réfugiés, Caritas Bangladesh a fourni à 275 000 personnes un abri sûr et



Réfugiés et migrants vénézuéliens entrant en Colombie.

digne, avec éclairage, toilettes et espaces de bain, ainsi que des espaces adaptés aux femmes et aux enfants. Expliquant la motivation derrière la réponse de Caritas, Atul Sarker, directeur exécutif de Caritas Bangladesh, a souligné son dévouement positif, en faveur des réfugiés au Bangladesh, était en dernier ressort motivé par l'enseignement de l'Église :

Dieu m'avait préparé à prendre soin des gens avec le cœur ... Nous sommes la preuve d'une expression d'amour envers le peuple. Les Évangiles disent ainsi : « Quand j'avais faim, tu m'as donné de la nourriture, quand j'étais sans abri, tu m'as donné un abri. »¹⁴

Atul Sarker, directeur exécutif de Caritas Bangladesh

Selon le HCR¹⁵, environ 4 millions de personnes ont quitté le **Venezuela** depuis 2014, le plus grand exode de l'histoire récente de l'Amérique latine. Les enfants, les femmes et les hommes ont, en effet, fui la violence, l'insécurité, la pénurie et la pauvreté croissante. Caritas Internationalis a donc lancé un appel mondial qui a permis aux agences Caritas locales d'atteindre plus d'un million de Vénézuéliens en Équateur, en Colombie, au Venezuela, au Brésil et au Pérou.

En **Colombie**, les agences catholiques ont été initialement les seules à répondre à Cucuta, alors que des milliers de personnes ont traversé la frontière en 2017. Les soupes populaires fournissaient 2 000 déjeuners par jour aux personnes les plus vulnérables, avec des responsabilités quotidiennes permutant entre différents ordres catholiques ayant un nombre suffisant de bénévoles pour aider. En raison du manque de nourriture au Venezuela et sur la base des relations de confiance entre les églises de Colombie et du Venezuela, elles ont également donné des rations alimentaires aux prêtres vénézuéliens qui traversent la frontière avec le Venezuela afin qu'ils puissent les distribuer à ceux qui ne peuvent pas s'en aller. L'Église catholique fournit également des conseils

juridiques et de voyage dans tout le pays, ainsi qu'à Bogota, où ils ont une maison pour les migrants, pour les aider à s'établir avant de partir. Caritas Colombie (SNPS) a fait pression pour que les enfants nés en Colombie de parents migrants vénézuéliens soient reconnus comme citoyens colombiens pour éviter qu'ils ne deviennent apatrides.

Au **Venezuela**, Caritas a tendu la main pour soutenir 100 000 des personnes les plus vulnérables parmi celles qui ne peuvent pas quitter le pays. Son objectif a été d'améliorer l'accès à la nourriture, à la nutrition, à l'eau et à l'assainissement, et aux soins de santé, et de renforcer les communautés touchées par la crise. Après avoir identifié 12 000 enfants souffrant de malnutrition, elle a fourni un soutien nutritionnel, permettant ainsi à plus de deux tiers de ces enfants de retrouver une nutrition normale.

L'Église du **Brésil** a essayé de changer la perception des migrants et la façon dont on les traite. À Roraima, il y a eu plus de 500 000 migrants vénézuéliens, ce qui équivaut à environ 10 % de la population locale. L'Église a cherché à montrer la voie en acceptant et en accueillant les migrants, en les considérant avant tout comme des frères et sœurs, en se concentrant sur leur dignité humaine inhérente et en promouvant une solidarité pratique. L'évêque de Roraima, Dom Mario Antonio da Silva, a lancé une campagne de promotion de la tolérance et de l'intégration, demandant aux gens d'accueillir les migrants chez eux et de subvenir à leurs besoins.¹⁶ L'Église organise également des cours de portugais pour les Vénézuéliens afin d'aider à l'intégration. Cela est lié à une campagne nationale de la Conférence des évêques catholiques pour que les gens adoptent des familles vénézuéliennes désireuses de rester, et pour les aider à les éloigner de la capitale régionale où il y avait des tensions et moins d'opportunités de travail et d'intégration.

¹⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=WovKNjAoK-Y>

¹⁵ <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/>

¹⁶ <http://diocesederoraima.org.br/index.php/2019/03/26/em-carta-enviada-as-dioceses-dom-mario-estimula-acolhimento-de-venezuelanos/>

2 INFLUENCER LES NORMES ET LES COMPORTEMENTS SOCIAUX



Le représentant national de CAFOD pour la Sierra Leone et le Libéria Kayode Akintola (à droite) s'adressant aux participants à une formation de sensibilisation au COVID-19 pour les chefs religieux au bureau de CAFOD à Freetown.

L'Église a influencé positivement la manière dont les communautés traitent les personnes, en particulier les personnes vulnérables ou celles qui ont été stigmatisées, exclues ou traitées comme des citoyens de seconde zone. Un exemple l'illustrant est la mobilisation des communautés pour soutenir les personnes vivant avec le VIH en Éthiopie. Cela a été possible grâce à l'exemple et au leadership des prêtres, des évêques et des ordres religieux, des communautés locales et des ministères de service de l'Église tels que Caritas et Justice et Paix.

Les dirigeants et les prêches de l'Église ont réussi à soulever de nombreux sujets auparavant tabous, tout en facilitant la discussion au niveau local. Cela a conduit à des changements importants, notamment : une réduction des taux élevés de mariage précoce des enfants au **Malawi**, une réforme juridique visant à remédier au manque d'accès à la propriété foncière pour les femmes en **Zambie** et la fin du silence sur les questions d'exploitation sexuelle au **Nicaragua**. Cela s'est traduit par un changement de comportement, ainsi qu'une plus grande protection ou inclusion des personnes qui avaient auparavant souffert en silence.

Tous ces progrès sont enracinés dans les relations de confiance de l'Église avec les communautés, sa présence et sa portée à la base par le biais de la santé et d'autres agents de proximité, et la capacité de faire appel à la foi, aux motivations et aux valeurs des gens. Ce fut notamment le cas au **Mozambique** où l'accent a été mis sur l'enseignement de la dignité humaine, changeant le débat sur ce qui est considéré comme culturellement acceptable en termes de trafic d'organes humains à des fins de sorcellerie.

L'Église a également été en mesure d'influencer les comportements pour empêcher la propagation des maladies. La vaccination publique de dizaines de dirigeants d'églises en **RDC** a contribué à ralentir la propagation de l'Ebola.

Contestation des pratiques discriminatoires ou préjudiciables

En **Zambie**, Caritas Solwezi travaille depuis de nombreuses années avec les chefs et les communautés des zones rurales de la province du Nord-Ouest sur les questions de décentralisation, d'alphabétisation et d'observation des élections. Les sociétés minières menaçant de déplacer des communautés, Caritas Solwezi ont commencé à travailler avec les chefs et leurs conseillers sur la propriété foncière, afin que les gens puissent réclamer une indemnisation en cas de déplacement. Ils ont constaté que certains groupes, notamment les femmes, les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH, étaient exclus de l'attribution des terres.

Ils ont soulevé la question de l'exclusion avec les chefs locaux, qui étaient prêts à examiner leurs pratiques traditionnelles sous un nouvel angle et modifié les lois coutumières sur la propriété foncière pour permettre aux groupes, à qui cela était auparavant interdit, de posséder des terres.



Les chefs étaient ouverts au dialogue sur cette question et désireux de travailler avec Caritas qu'ils considèrent comme une organisation confessionnelle, dont l'objectif principal est d'aider les pauvres, tout en étant un acteur neutre sans agenda politique. Caritas a donc gagné en crédibilité grâce à diverses interventions car elle fait ce qu'elle dit. Sa présence est aussi notable dans de nombreuses zones tribales où le gouvernement est peu présent.

John Kalusa, Caritas Solwezi, Zambie



Au **Nicaragua**, l'Association Mary Barreda, organisation confessionnelle fondée par un groupe de femmes catholiques, travaille avec des filles qui ont été exploitées sexuellement. Une faible confiance en soi et une méconnaissance de leurs droits signifient que de nombreuses filles se retrouvent dans le commerce sexuel.

Mary Barreda contribue à accroître la confiance des filles, à les sensibiliser à leurs droits et à dispenser une formation pour créer des opportunités d'emploi viables à l'avenir. n.¹⁷



Je me sens bien parce que Mary Barreda m'a aidé à apprendre à développer mes compétences, à connaître mes droits et à me défendre en tant que femme. Ils nous ont appris beaucoup de choses et grâce à Mary Barreda, j'ai maintenant un travail. Ils m'ont appris à être autonome.

Marling, participant à une formation avec Mary Barreda, Nicaragua



En raison de sa lutte contre la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH, le Forum interconfessionnel éthiopien pour le dialogue et l'action pour le développement a recueilli plus de 100 histoires de réussite de chefs religieux qui avaient des relations positives avec des personnes vivant avec le VIH, en mettant en place des services de conseil ou des groupes de soutien, par exemple. Ces histoires ont démontré que tous les groupes confessionnels avaient un enseignement similaire sur la nécessité d'un soutien pastoral pour les personnes vivant avec le virus. Ils les ont rassemblé dans un livre, servant à la fois de guide et de source d'inspiration pour que les chefs religieux locaux prennent au sérieux leur rôle de soutien pastoral et contribuent à déstigmatiser le VIH.

Le leadership de haut niveau des prêtres et des évêques peut également être un signal pour la communauté locale de ce qui est permis dans leur foi, en ce qui concerne les comportements axés sur la communauté. C'est particulièrement efficace dans des pays comme la RDC où plus de 90 % de la population appartient à des groupes confessionnels, avec plus de 60 % des services sont fournis par des organisations confessionnelles. Le rôle de l'Église est donc vital pour vaincre la résistance à la vaccination contre Ebola. Les évêques ont été vaccinés en public, aux côtés de 74 autres chefs religieux, pour montrer que les rumeurs contre le vaccin étaient fausses et montrer l'exemple à la population locale. Le taux de vaccination a considérablement augmenté par la suite.

L'implication des groupes confessionnels dans la réponse à la menace d'Ebola reste parmi les meilleures armes pour convaincre les populations d'adopter les bonnes pratiques et attitudes pour mettre fin à cette épidémie mortelle.

L'évêque catholique Theophile Kaboy Ruboneka de Goma, RDC

Lutter contre les tabous sociaux

Au **Malawi**, les groupes Justice et Paix (CCJP) ont organisé des journées portes ouvertes communautaires pour discuter ouvertement des nombreux cas de mariage d'enfants et des impacts sur les filles et les femmes, un thème pas encore abordé. Cela a pu se faire grâce aux liens étroits que les membres du Comité du CCJP entretiennent avec les communautés sur le terrain. Les journées portes ouvertes ont fourni un forum de discussion sur les questions de genre, où le reste de la communauté a écouté et proposé des plans de changement. De plus, l'impartialité de l'Église et le respect de son autorité ont permis au CCJP d'inclure les chefs religieux locaux, les chefs de village et les comités dans ces discussions. Cela a entraîné une diminution du mariage des enfants (de 55 % dans un domaine) et une acceptation de la participation des femmes aux structures communautaires, tout en incitant, en plus, certains dirigeants locaux à adopter des règlements pour réviser et interdire ces pratiques culturelles néfastes et bien d'autres.¹⁸

Au Mozambique, l'Église s'est prononcée contre le sujet auparavant tabou du trafic d'organes humains à des fins de sorcellerie. Il s'agissait d'un contexte où les gens avaient peur de s'exprimer par crainte de représailles pour eux-mêmes ou leurs familles et de devenir eux-mêmes victimes de la sorcellerie.

Deux études révolutionnaires réalisées par l'Église sur la traite dans le sud du Mozambique (2016)¹⁹ et dans le

nord (2018) ont révélé l'ampleur du problème. Ce projet ayant été diffusé par les programmes télévisés nationaux et la presse nationale, est devenu un problème national devant être géré. L'élément déclencheur quant à changer l'opinion des gens réside dans le fait que l'Église a abordé la question à partir du point de départ de la dignité humaine. Ils ont travaillé à un niveau profondément personnel pour aider les gens à réfléchir sur autrui, comme étant créés à l'image de Dieu, induisant de fait dignité et respect égaux. L'Église étant enracinée dans les communautés et avec 60 % de la population appartenant à l'Église catholique, cette approche de la dignité humaine a été popularisée au niveau local par le biais de bénévoles, de prêtres et d'écoles, pour remettre en question les croyances et les comportements traditionnels qui permettent ou justifient la traite.

Dans certains de ces cas, il y a également eu un changement de comportement et de normes au sein même de l'Église. L'Église a elle aussi dû faire face à certains de ses propres comportements discriminatoires, par exemple à l'égard des personnes vivant avec le VIH ou lorsqu'elle a fermé les yeux sur le mariage des enfants ou la violence sexiste.



Photo: Louise Norton

Un projet en Colombie pour lutter contre le conflit dans la région et améliorer le dialogue et la consolidation de la paix. Un groupe de danse pour jeunes mis en place par FUREC.. Beaucoup de danseurs n'ont pas été à l'école.

¹⁸ Ibid, p79

¹⁹ CEMIRDE (2016) Étude sur le trafic d'organes et les parties du corps humain dans le sud du Mozambique

3 CONSTRUCTION DE LA PAIX, MÉDIATION ET RÉCONCILIATION



Photo: Lousie Norton

La famille de Rosana. Conflit et paix dans la région de Magdalena Medio en Colombie.

L'Église, à travers ses dirigeants et ses organisations de développement, a contribué à la création d'espaces neutres de dialogue dans des situations de manque de confiance ou de cohésion sociale, voire de conflit. Les dirigeants de l'Église sont donc considérés comme dignes de confiance, pour leur approche impartiale, ce qui signifie qu'ils parlent au nom de ceux qui souffrent, avec un programme qui vise le bien commun plutôt que leur propre bénéfice.

Leur présence dans les communautés signifie qu'ils comprennent les populations et le contexte locaux, ces premiers leur faisant confiance pour servir les membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la société.

Cela a conduit à la réconciliation et à la réintégration des communautés, souvent là où les celles locales ont été en conflit les unes avec les autres, concernant les ressources naturelles, comme au **Kenya** et en **Éthiopie**. L'approche de l'Église est souvent enracinée dans l'empathie, en apprenant à voir les autres comme des êtres humains, créés à l'image de Dieu et dignes de respect, comme c'était le cas au **Sri Lanka** pour les personnes des côtés opposés de la guerre civile.

Dans de nombreux cas, l'Église a été en mesure de promouvoir l'intégration et la réintégration communautaires, souvent à travers des projets pratiques qui profitent à l'ensemble de la communauté et fournissent un moyen de travailler ensemble sur un objectif commun. Celles-ci comprennent des centres sportifs et des activités récréatives au **Liban**, des distributions de semences et d'outils pour les communautés acceptant des rapatriés en **Ouganda** et la plantation d'arbres au **Myanmar**.

Au niveau national, l'impartialité de l'Église signifie que ses dirigeants sont souvent ceux qui conduisent les processus de paix et sont sollicités pour négocier le dialogue entre les parties belligérantes ou pour présider des commissions de paix et de réconciliation. Il est reconnu que leur engagement en faveur du bien commun les oblige à se prononcer pour la justice et en faveur de ceux qui ont subi des violences. En **Colombie**, l'Église a été impliquée dans la Commission vérité à différents niveaux et au **Soudan du Sud**, elle a fait partie de l'équipe de médiation pour négocier la paix au niveau national.

Dialogue communautaire et consolidation de la paix

Au **Kenya**, il y a eu des vagues de violence et de meurtres entre différents groupes ethniques à Maralal, centrés sur des conflits fonciers et des pillages de bétail. Les Caritas locales ont impliqué les communautés en les aidant à se connaître et à se faire confiance à travers un projet d'empathie. Elles ont mis en place des marchés alimentaires locaux, avec une politique « non-fumeur », à savoir que les armes n'étaient pas autorisées et que les membres de la communauté pouvaient interagir librement les uns avec les autres. Elles ont également gagné leur confiance pour travailler avec de jeunes guerriers communautaires (*les Morans*) qui volaient du bétail à d'autres communautés. Ces jeunes ont été réentraînés pour devenir des ambassadeurs de la paix dans la région et, à leur tour, des modèles..

À Oromo, en **Éthiopie**, l'Église catholique locale a utilisé son rôle de confiance et sa présence dans les communautés pour rassembler des anciens de différents groupes ethniques qui se disputaient sans cesse l'eau, le bétail et les pâturages. Dans le cadre d'un programme communautaire de transformation des conflits et de consolidation de la paix, l'Église a organisé des discussions entre ces anciens. Grâce aux pourparlers, ils ont trouvé des moyens de surmonter le conflit, avec la mise en place de comités de paix et de systèmes d'alerte rapide. En conséquence, les clôtures ont été enlevées, le bétail

est libre de se déplacer, ce qui a entraîné une réduction significative des pertes en vies humaines.

Au **Sri Lanka**, l'Église catholique est l'une des rares institutions à combler le fossé ethnique entre les Cingalais et les Tamouls. Ce faisant, le gouvernement et le peuple lui font confiance. Pendant les années de guerre, les Cingalais et les Tamouls ordinaires avaient peu de contacts. Caritas Sri Lanka a organisé des visites d'échange pour que les familles séjournent dans une famille d'accueil de la communauté opposée, et l'empathie qui en a résulté a conduit à une meilleure compréhension entre les deux communautés, ainsi qu'à un engagement à instaurer la paix dans le village.

Intégration communautaire

Au **Liban**, Caritas Liban a réussi à faire tomber les barrières entre les réfugiés syriens et la population d'accueil libanaise, au milieu des tensions croissantes, d'une rupture de la communication et de la stigmatisation et discrimination croissantes. Les réfugiés syriens sont, en effet, en grande partie des musulmans sunnites, tandis que la population musulmane du Liban est, elle, divisée entre sunnites et chiites. Les chrétiens représentent donc un peu moins de la moitié de la population libanaise. Dans ce pays complexe et à la diversité religieuse, l'engagement de Caritas à travailler avec tous et à promouvoir la cohésion sociale, la paix et la réconciliation est donc



Photo: Thom Flint

Le P. Sterlin, prêtre du diocèse de Quibdo, Colombie, visite la Romero House, Londres.

d'une importance vitale. C'est là un rôle de médiateur de confiance que Caritas a assumé, entre les deux groupes, tout en mettant en place une série de projets de consolidation de la paix et de développement, tels que des centres sportifs d'été, des ateliers de résolution de conflits et des activités communautaires de Noël et de Pâques. Ce faisant, la résistance entre les groupes s'est effondrée et les amitiés se sont développées.

À Gulu, dans **le nord de l'Ouganda**, Caritas a joué un rôle-clé dans la réintégration dans leurs communautés des personnes qui avaient été enlevées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Lorsque le conflit était à son point le plus intense, la plupart des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ont été prises en charge dans les églises, les écoles paroissiales et les programmes de réfugiés gérés par les églises dans les camps. L'Église catholique était perçue comme impartiale du point de vue des partis politiques, et clairement du côté du peuple, gagnant beaucoup plus sa confiance que de nombreuses autres organisations. À partir de 2002, lorsque de nombreuses personnes ont commencé à fuir la LRA, Caritas Gulu a mis en place un centre de réadaptation où elles pouvaient travailler avec les gens avant de retourner dans leurs communautés. Ils ont passé beaucoup de temps à rechercher les familles et à se concentrer sur l'acceptation et la réintégration, en fournissant notamment aux communautés des semences et des outils afin qu'elle puisse bénéficier du retour des personnes :



Le personnel de Caritas s'est alors transformé en conseiller. Petit à petit, les anciens soldats ont divulgué des noms de code et des informations sur leurs histoires, ils ont été traités pour des pathologies médicales et ont reçu des conseils.

Caritasstaff les a ensuite aidés à retrouver leurs familles. Ils ont continué à rendre visite à ces familles pour les aider à les préparer et ne plus être blâmés d'être des ex-soldats. Ils ont également préparé les familles voisines éventuellement victimes.

Paul Rubankagene, Caritas Gulu, Ouganda



Paul Rubankagene – Caritas Gulu, Ouganda .

Le **Myanmar** a souffert d'un conflit permanent aux niveaux communautaire et national, qui a souvent été articulé selon des principes religieux. Il a eu pour conséquence de diviser les communautés, de les déplacer, de les isoler et de les appauvrir de façon permanente pour certains groupes. La Conférence des évêques catholiques a permis aux prêtres de comprendre et de reconnaître les défis auxquels ils étaient confrontés, tels que la discrimination, les tensions communautaires persistantes et la pauvreté. La Conférence épiscopale a ensuite formé les prêtres à l'écoute, à la médiation et au dialogue interconfessionnel pour la paix. En conséquence, de nombreux autres prêtres de paroisse ont mis en œuvre des projets conçus pour apporter des avantages à l'ensemble de la communauté et pour encourager le dialogue et l'engagement entre des groupes qui se considéraient traditionnellement comme des opposants. L'un des prêtres a organisé la plantation d'arbres comme activité neutre, invitant les dirigeants bouddhistes et musulmans locaux à partager leur enseignement sur l'amour et la paix dans un effort pour promouvoir la compréhension et la tolérance de la communauté. C'était la première fois que ces dirigeants s'engageaient ensemble et cela a aidé la communauté locale à mieux comprendre les autres groupes religieux.

Médiation au niveau national

Le conflit interne de **la Colombie** dure depuis 60 ans, ce pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées au monde. Caritas Colombie (SNPS) et les équipes d'action des diocèses locaux accompagnent depuis très longtemps différentes communautés à travers les conflits armés, à travers une présence permanente de prêtres, de religieuses, de laïcs et de volontaires. Leur vocation à servir et à être avec les gens a signifié qu'ils sont restés à vivre dans des communautés en proie à la violence alors que de nombreuses autres organisations et institutions sont parties.

Pendant une grande partie des affrontements, l'Église était la seule institution de confiance et les gens signalaient les violations des droits humains par l'État et les forces armées aux prêtres locaux et aux travailleurs de l'Église. À ce titre, elle a joué un rôle de témoin de la souffrance des couches les plus vulnérables de la population.



Cela fait 20 ans que je suis prêtre en Colombie et que je vis au milieu d'un conflit armé. J'ai eu à faire face à tous les groupes armés... craignant pour ma vie à plusieurs reprises. Si vous êtes un prêtre engagé envers le peuple, vous devenez une cible des groupes armés. J'ai été pointé du doigt et menacé de nombreuses fois alors que je me tenais aux côtés de personnes forcées de fuir leur maison, je restais avec ceux qui sont restés et ont enduré, j'ai ramassé des cadavres, même lorsque des groupes armés nous ont chassés.

Père Sterlin, prêtre du diocèse de Quibdó²⁰, Colombia



Le SNPS et le CINEP (l'organisation jésuite de recherche et d'éducation) ont tenu une base de données de toutes les personnes tuées lors de violences politiques. Sur la base de ces informations, la Conférence des évêques catholiques a été la première organisation à publier des données crédibles sur les déplacements internes massifs dus à la violence. Son rapport de 1995 est arrivé à un moment où le gouvernement nie toujours l'existence de déplacements et de personnes cherchant refuge. Ces informations ont été partagées avec la Commission vérité et mettent en lumière ce qu'il s'est passé dans les régions les plus reculées où l'État n'était pas présent, voire où il commettait des abus en refusant de les reconnaître. Sans l'Église, les victimes du conflit armé n'auraient jamais été à la table des négociations à La Havane et il n'y aurait pas non plus de chapitre sur leur expérience dans les accords de paix.

Sur la base de ce rôle de vivre avec, d'accompagner et de témoigner de la souffrance de la population, les dirigeants et les institutions de l'Église ont eu des rôles plus formels dans le processus de paix en tant qu'acteurs nationaux respectés et de confiance. Mgr. Hector Fabio Henao, directeur de Caritas Colombie, a été nommé président du Conseil national de la paix chargé de promouvoir la paix et la réconciliation en Colombie. Ce Conseil s'est réuni pour la première fois en 2019, avec le président colombien et les dirigeants de l'Armée de libération nationale (ELN), dans le but d'assurer une paix durable, la réconciliation et la coexistence de tous les groupes à travers le pays.

Au **Soudan du Sud**, pendant des décennies de guerre civile qui ont conduit à son indépendance en 2011, l'Église a été la seule institution à rester sur le terrain alors que d'autres ont été évacuées. Elle est restée avec les gens, les accompagnant de manière pastorale aussi bien que pratique, souffrant et parfois mourant avec eux. Aujourd'hui encore, l'Église est respectée par tous les partisans du conflit, indifféremment, ce qui lui permet d'atteindre ceux qui en ont besoin, avec des programmes vitaux d'urgence, de développement et de consolidation de la paix. L'Église a été le fer de lance de nombreux processus de paix et réconciliation locales, grâce à ses réseaux de base ainsi que sa portée nationale et internationale. De par la grande confiance qu'elle a

acquise et sa capacité à dépasser les clivages politiques, géographiques et ethniques, les gens se sont toujours tournés vers elle pour son leadership et ses conseils, car elle sait s'adresser à la population toute entière. Au niveau national, les dirigeants d'églises ont eu accès à des dirigeants politiques et militaires, pouvant souvent parler franchement avec eux au niveau spirituel et moral en tant que pasteurs. Ils ont également organisé des réconciliations et continuent de participer activement à la médiation de haut niveau entre les acteurs en guerre.

L'évêque Paride Taban, lauréat du prix des quatre libertés²¹, est impliqué dans la consolidation de la paix depuis 60 ans, s'engageant sans crainte avec les dirigeants politiques et militaires. Il a été retenu captif pendant un certain temps par l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) après s'être prononcé contre eux. À sa retraite, il a fondé le Kuron Peace Village en 2005 en Équatoria-oriental, où les jeunes et les dirigeants communautaires apprennent à vivre en paix ensemble et à acquérir des compétences en résolution de conflits.

L'Église du Soudan du Sud, ainsi que l'archevêque Odama de Gulu dans le nord voisin de l'Ouganda, ont également joué un rôle en rassemblant les parties pour signer un accord de paix le 12 septembre 2018, qui prévoit une certaine stabilité et un cadre de responsabilités des différentes parties. Avec une médiation supplémentaire de l'archevêque Odama, on a finalement abouti à une coalition de pouvoir, reconnue en février 2020. Le Conseil des Églises du Soudan du Sud (SSCC) a élaboré son propre plan d'action pour la paix (APP) local et dirigé par l'Église. Au-delà des processus politiques, il vise à enraciner les processus de paix au niveau communautaire, en s'attaquant aux causes profondes et aux effets à long terme des conflits par le plaidoyer, des forums impartiaux, la guérison et la réconciliation.



Nous travaillons avec des communautés traumatisées et déchirées par la guerre à la consolidation de la paix et à la réconciliation. En rassemblant les Dinka et Nuer à travers la principale division ethnique et en persuadant les auteurs et les victimes de se rencontrer face à face, nous pouvons répondre aux doléances qui alimentent le conflit, y compris la violence endémique contre les femmes. C'est là le plan d'action de l'Église, où la paix se fait, communauté par communauté."

Père James Oyet, Secrétaire général du Conseil des églises du Sud-Soudan²²



En 2019, une retraite de haut niveau a eu lieu au Vatican pour le président et les vice-présidents élus du Soudan du Sud, organisée par le pape, l'archevêque de Cantorbéry et l'ancien modérateur de l'Église presbytérienne d'Écosse. Le Pape s'est adressé aux dirigeants, leur demandant d'avancer en paix, de laisser leurs désaccords au bureau mais de se tenir la main devant le peuple. Il s'est ensuite agenouillé pour embrasser les pieds de chaque chef. « J'ai été choqué et j'ai même tremblé lorsque Sa Sainteté le Pape nous a embrassés les pieds », a déclaré plus tard le Président Kier au Parlement du Soudan du Sud. « Ce fut une bénédiction mais ça pourrait devenir une malédiction si nous jouons avec la vie de notre peuple. »

²¹ <https://www.paxforpeace.nl/our-work/programmes/kuron-peace-village-in-south-sudan>

²² <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/mar/27/din-over-brexit-us-border-wall-south-sudan>

4 RENFORCER LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE GRÂCE À LA PARTICIPATION CITOYENNE



Marche des peuples pour le climat au Royaume-Uni.

L'Église a joué un rôle important dans de nombreux pays quant au renforcement de la gouvernance, et ce, en formant et en aidant les citoyens à faire des revendications aux gouvernements, en dénonçant les abus de pouvoir et en assurant la surveillance d'élections libres et équitables, de même que de transitions démocratiques.

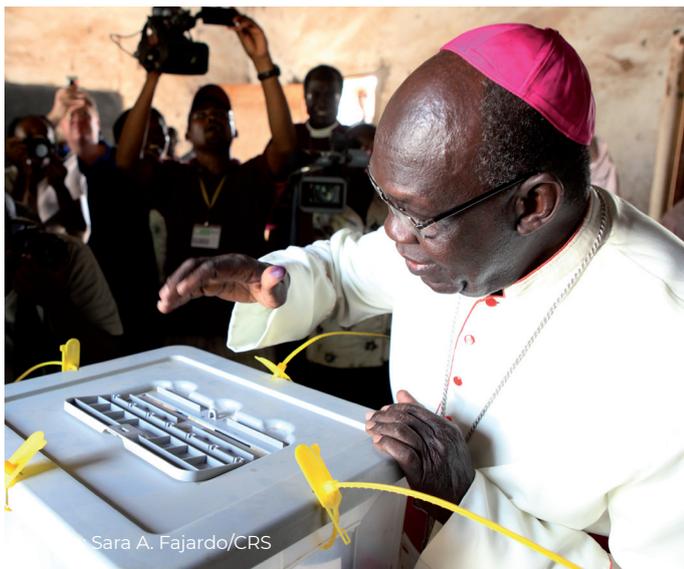
Grâce à sa présence et son rayonnement dans les communautés, au niveau de confiance dont elle jouit et à son impartialité dans le travail pour le bien commun, l'Église a pu mettre fin aux débats politiques polarisés et personnalisés.

Elle a, en effet, mobilisé les citoyens pour qu'ils s'engagent dans des processus démocratiques, afin que les politiques gouvernementales soutiennent l'épanouissement humain. Cela a impliqué de demander au gouvernement de rendre des comptes et de rechercher une plus grande transparence et participation, par exemple à travers le suivi budgétaire en **Zambie**, ou encore de formaliser les systèmes fiscaux en **RDC**, d'aider les communautés à revendiquer aux entreprises des droits sur la terre, l'eau et les ressources naturelles au **Pérou** et la promotion de l'action climatique au **Royaume-Uni**.

Observation électorale

Au **Zimbabwe**, l'Église a lancé l'initiative de paix œcuménique à l'approche des élections de 2013. Cette initiative a rassemblé les principaux organes religieux de tout le pays dans le but de garantir que les élections se déroulent sans violence. La présence de différentes églises dans les communautés locales, notamment dans des circonscriptions très contestées et celle de responsables et d'organisations d'églises individuelles encourageant activement la paix et la tolérance, ont contribué à une réduction significative de la violence par rapport aux élections précédentes.

En **RDC**, l'Église a utilisé sa présence et son rayonnement dans le pays pour renforcer la responsabilité démocratique et plaider en faveur d'élections libres et équitables. Elle est présente dans les 26 provinces, grâce à des services tels que des écoles et des centres médicaux, l'Église étant l'une des rares institutions qui suscite beaucoup de respect et de confiance dans ce grand pays divisé. Pour assurer la transparence et la crédibilité des élections de 2018, la Conférence épiscopale catholique (CENCO) a mis en place un processus de tabulation parallèle des électeurs en utilisant son réseau d'observateurs nationaux, régionaux et internationaux. L'Église a déployé plus de 40 000 observateurs dans les bureaux de vote à travers le pays pour recueillir et suivre les résultats en temps réel. Cela a été possible parce que les gens connaissaient la CENCO et leur faisaient confiance pour être des observateurs impartiaux sur le terrain. Cette couverture géographique a donné à l'Église



L'archevêque Paulino dépose son bulletin de vote à Juba, au Soudan.

catholique des résultats plus rapides et plus précis que l'organe électoral gouvernemental (CENI). La CENCO a pris la décision sans précédent d'annoncer qu'elle savait qui était le vainqueur, avant l'annonce officielle du gouvernement, ce qui a rendu beaucoup plus difficile la manipulation des résultats en faveur du parti au pouvoir.²³

Soutenir l'engagement des citoyens dans la prise de décision

En **Zambie**, la Caritas nationale surveille le budget national, au milieu des préoccupations concernant le manque de rémunération des enseignants et le manque de financement pour les médicaments dans les hôpitaux, car l'argent du gouvernement est centré sur le remboursement de la dette, voire perdu à cause de la corruption. À travers ces processus de suivi, l'Église veille à ce que la conversation nationale, soit bien orientée vers la bonne gouvernance et le bien commun, pour influencer à son tour les priorités politiques et financières du gouvernement. Le tout, dans un contexte de polarisation politique croissante d'ordre géographique, religieux ou ethnique, où les gens expriment leurs griefs par la violence.



Nous nous engageons avec les gens au niveau de la paroisse, afin qu'ils puissent « respirer » et parler ouvertement des problèmes auxquels ils sont confrontés. Ils voient cela comme un processus de guérison, ces mois à venir étant dédiés à l'écoute des gens, au niveau local pour ramener ces problèmes au niveau national, mais aussi à aider à apaiser les divisions qui ont été provoquées récemment en raison d'une politique identitaire accrue.

Cleophas Lungu, Secrétaire générale, Conférence des évêques catholiques de Zambie



23 <https://www.ft.com/content/9d30b554-1005-11e9-acdc-4d9976f1533b>

De nombreuses personnes en **RDC** ont un accès limité aux informations sur les impôts qu'elles doivent payer. Le système informel de collecte et de gestion des impôts contribue à une culture d'intimidation car les propriétaires de petites entreprises doivent traiter avec des collecteurs d'impôts non officiels. Cela entraîne également des pertes de recettes fiscales pour les municipalités locales, en raison des niveaux élevés de corruption. L'Église, à travers le Centre Chrétien d'Action pour Dirigeants et Cadres d'Entreprise au Congo (CADICEC), a travaillé avec les autorités locales décentralisées à Kinshasa pour développer de nouvelles technologies pour la collecte des impôts et un meilleur accès des citoyens aux informations fiscales officielles. Ensemble, ils ont introduit un système bancaire mobile pour le paiement des impôts, ce qui a réduit le contact des citoyens avec les collecteurs d'impôts informels. Cette nouvelle façon de travailler a été possible grâce à la confiance de la population locale dans l'Église. Avec le travail de la CADICEC, les relations entre les citoyens et les autorités locales se sont améliorées, et ce, grâce à l'objectif commun de réduire la fiscalité informelle pour les particuliers et d'augmenter les recettes fiscales des municipalités locales. Il y a eu une augmentation des impôts perçus dans toutes les municipalités impliquées dans le projet, plus de la moitié ayant enregistré une augmentation de plus de 10 %.

Le Pérou est un pays comptant des dizaines de conflits socio-environnementaux, en grande partie liés à l'accès aux ressources naturelles par des sociétés multinationales sur les terres des communautés autochtones et paysannes. Haut dans les Andes, le lac glaciaire de Paron fournit de l'eau potable et d'irrigation à environ 25 000 personnes à Caraz. Le débit d'eau était géré par une entreprise pour produire de l'électricité dans une centrale électrique, ce qui endommageait fréquemment les terres agricoles et les cultures. La Commission épiscopale d'action sociale (CEAS) travaille depuis des années avec les communautés locales pour les aider à analyser leurs problèmes, à connaître leurs droits et à s'organiser. Les communautés affectées ont exigé des changements de la part de l'entreprise et du gouvernement, ainsi que la création d'un groupe de travail technique impliquant tous les acteurs pour gérer le débit d'eau et protéger les terres. La CEAS a soutenu cet engagement en fournissant des conseils techniques, en interprétant la documentation technique et en aidant les dirigeants communautaires à formuler des exposés de position et des propositions. Les membres de la communauté ont ainsi pu faire leurs propres recherches et analyses concernant leur situation, ainsi que la qualité et la quantité de l'eau. En conséquence, la société a officiellement reconnu que

l'utilisation prioritaire de l'eau était pour la consommation humaine et les moyens de subsistance. Deux vannes ont donc été installées, puis ensuite contrôlées conjointement par la société d'énergie et la communauté.

Une stratégie-clé a été d'autonomiser les leaders communautaires, en particulier les femmes, afin qu'ils puissent participer seuls aux tables rondes sans que la CEAS soit présente :



Je participe à la DialogueRoundtable pour protéger le lac Paron. Je suis la seule femme représentante de mon secteur. Avant, je ne pouvais pas parler. J'étais très anxieuse et apeurée. Maintenant, j'ai plus confiance et je suis plus enclin à le faire. J'ai beaucoup appris sur les droits des femmes et comment protéger l'environnement, protéger notre eau et le lac ... Je voudrais dire aux autres femmes grâce à la CEAS, vous pourrez vous exprimer en public. Nous pouvons travailler ensemble sur la terre et devenir des femmes leaders.

María, délégué communautaire, Caraz, Pérou



En **Angleterre et au Pays de Galles**, CAFOD mobilise depuis plusieurs années, supporters, écoles et paroisses, au nom de l'action contre le changement climatique. Des milliers de partisans ont défilé pour la justice climatique, écrit au gouvernement britannique, à la Banque mondiale et à d'autres institutions mondiales. Des dizaines d'écoliers, de jeunes et d'adultes ont rencontré leurs députés et pris part à des lobbies de masse pour montrer l'urgence d'agir sur le changement climatique, cette question nécessitant une action politique urgente. Inspirée par l'enseignement social catholique, y compris l'encyclique *Laudato Si'* du pape François pour notre maison commune, la Conférence des évêques catholiques d'Angleterre et du Pays de Galles s'est prononcée sur la nécessité d'une action climatique, mais aussi de conservation et protection de la création de Dieu,

montrant aux catholiques que c'est une expression-clé de leur foi.

Alors que la communauté catholique d'Angleterre et du Pays de Galles appelle à l'action des dirigeants élus et des entreprises, beaucoup changent également leur propre mode de vie pour faire partie de la solution et montrer la force de leur engagement. Des milliers d'églises et d'individus se sont tournés vers des fournisseurs d'énergie renouvelable et divers diocèses ont annoncé qu'ils se

désengageaient des combustibles fossiles. Près de 100 paroisses et écoles font désormais partie du programme livesimply de CAFOD²⁴, un prix décerné à des groupes démontrant leur engagement et leur action pour protéger la planète et vivre de manière plus durable. CAFOD, en tant qu'organisation, s'est engagée à être neutre en carbone d'ici 2030, conformément à ce que nous avons demandé aux autres de faire, un engagement qui aura un impact sur les programmes et les opérations au Royaume-Uni et à l'étranger.



Photo: Thom Flint

Monsieur Hector Fabio Henao - Caritas Colombie visite la Romero House, Londres.

24 <https://cafod.org.uk/Campaign/Livesimply-award>

5 DIRE LA VÉRITÉ AU POUVOIR, TÉMOIGNER ET ACCOMPAGNER LA SOUFFRANCE



Photo: Pavel Martiarena Huamán

Mgr David Martinez de Aguirre Guinée, Pérou.

L'Église est appelée à dire la vérité au pouvoir et a utilisé cette voix prophétique auprès des gouvernements, des entreprises et de la communauté internationale. L'Église est appelée à être politiquement impartiale, en ce qu'elle est au-dessus de la politique des partis. Mais son attachement au bien commun et à « une option préférentielle pour les pauvres » place l'Église fermement du côté de la démocratie, de la justice et de la défense des droits des personnes et des communautés les plus vulnérables.

Cette voix prophétique comprend la prise de position contre les régimes autoritaires et ceux qui font souffrir la population, comme dans le cas du **Nicaragua**, et contre les entreprises et les autorités qui endommagent les communautés et l'environnement en toute impunité, comme cela s'est produit au Brésil. Une partie du fait de dire la vérité au pouvoir consiste à accompagner ceux qui souffrent et à témoigner de leurs difficultés, à se tenir avec eux devant ceux qui sont au pouvoir en cas de besoin. Le travail du Réseau ecclésial panamazonien (REPAM), en faveur des communautés autochtones face aux expulsions de terres et aux violations des droits humains, en est un bon exemple. L'Église a également découvert et dénoncé les violations des droits humains, les massacres et le traitement abusif de populations vulnérables, qui autrement n'auraient pas été signalés, comme dans le cas de la **Colombie** et du **Zimbabwe**.

En effet, l'Église catholique adopte un discours très précis contre l'injustice, par le biais de **lettres pastorales** écrites par la Conférence des évêques catholiques ou par des évêques individuels, en réponse à des situations d'envergure nationale. Les conférences épiscopales régionales le reproduiront au niveau continental. Ces lettres sont enracinées dans la réalité quotidienne que vivent les dirigeants de l'église dans leurs paroisses, le contenu politique national et les Écritures. Elles s'adressent à un public varié - catholiques et personnes de bonne volonté - pour encourager des réponses précises, ainsi qu'à ceux qui ont le pouvoir d'apporter la paix et la justice. Ces lettres atteindront souvent la plupart de la population, car elles sont publiées dans les médias nationaux et diffusées par les réseaux de radio catholiques. Elles seront, ensuite, lues aux congrégations d'églises, à travers le pays et feront partie de groupes de discussion, à travers Justice et Paix et de petites communautés chrétiennes.

Elles se sont avérées être des outils particulièrement puissants là où l'espace de la société civile a été limité. Elles ont une portée jusque là où l'Église catholique est minoritaire, comme au **Sri Lanka** ou en **Érythrée**, car souvent perçues comme exprimant les opinions d'une grande partie de la société civile au sens large. Là où les chrétiens sont majoritaires et que l'Église catholique a une forte présence, comme au **Kenya**, au **Zimbabwe** ou au **Brésil**, elles sont considérées comme une voix convaincante contre les tendances autoritaires ou les systèmes et structures injustes. Ces lettres suscitent donc souvent une réponse du gouvernement, pouvant amener au dialogue. Elles ont également été reprises à l'échelle internationale pour galvaniser l'action. Cependant, elles ont également eu des répercussions sur l'Église catholique et ses institutions : prendre la parole a souvent coûté cher, voire des pertes en vies humaines.

Saint Oscar Romero, archevêque de San Salvador, a condamné sans détour les disparitions, la pauvreté et l'injustice sociale et a été assassiné alors qu'il célébrait la messe. Sœur Dorothy Stang, défenseuse des communautés pauvres et de l'environnement au Brésil, a été brutalement assassinée alors qu'elle se rendait à une réunion communautaire. Christophe Munzihirwa Mwene Ngabo, archevêque de Bukavu, en RDC, s'est prononcé contre les violations des droits humains pendant le conflit et a été abattu de sang-froid le lendemain de son appel à la paix à la radio locale. Neima Abiad Idris, des montagnes Nuba au Soudan, a écrit des chansons qui promouvaient la paix et le pardon. Elle est restée lorsque la guerre a atteint son village, cherchant à se réconcilier avec les auteurs des abus et a été tragiquement tuée par une bombe qui a frappé sa maison.

Témoignage et accompagnement

Le REPAM est un réseau de l'Église catholique travaillant à travers la **région amazonienne** pour aider l'Église locale à répondre au contexte et aux défis auxquels elle est confrontée. Les personnes et les groupes impliqués sont enracinés dans les communautés, y compris : les missionnaires itinérants qui sont des membres laïcs de l'Église, voyageant pendant des jours dans des régions reculées de l'Amazonie, pour partager leur vie avec les communautés là-bas, les ONG travaillant sur les questions de justice et les ordres religieux qui se sont engagés à servir différentes communautés pendant des décennies. Le REPAM a également une grande expérience des violations des droits humains et de la destruction de l'environnement, notamment le retrait des populations des terres traditionnelles, la contamination des sources d'eau, l'exploitation forestière illégale et la militarisation des terres autochtones. Il a donc été en mesure d'aider les communautés autochtones à rapporter les violations des droits humains, commises par les acteurs étatiques et les entreprises privées, en les accompagnant pour porter ces affaires devant la Commission interaméricaine des droits humains, témoignant de leurs souffrances et exigeant une action.²⁵

Entre 1983 et 1987 au **Zimbabwe**, l'armée nationale zimbabwéenne a perpétré une série de massacres dans les provinces du Matabeleland et des Midlands, connus sous le nom de massacres de Gukurahundi. Grâce à la Commission catholique pour la justice et la paix (CCJP), l'Église a été une force motrice pour que justice soit faite et responsabilités assumées, au nom des personnes tuées et pour apporter un certain soulagement à leurs familles.

La CCJP a été le premier groupe à exposer publiquement les massacres, à travers son rapport de 1997, *Briser le silence*²⁶, en lançant des appels initiaux à la justice et à la paix pour les personnes touchées. Depuis lors, près de quatre décennies après les massacres, elle s'efforce toujours de faire en sorte que ceux qui continuent de souffrir soient soutenus et que les responsables soient tenus de rendre des comptes.

Pendant des décennies, le rôle de l'Église au **Brésil** a été de servir les communautés les plus vulnérables. l'a fait au niveau national en s'exprimant et en s'engageant



Photo: Marcella Haddad/ Caritas Internationalis]

Incendie de la forêt amazonienne au Brésil.

²⁵ https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2018/09/EN-REPAM_report_on_violation_of_HR_in_the_Amazonia.pdf

²⁶ Commission catholique pour la justice et la paix, Zimbabwe (1997), *Breaking the Silence, Building True Peace: A Report on the Disturbances in Matabeleland and the Midlands, 1980 to 1988*

avec ceux qui sont au pouvoir. Au niveau local, elle a mis en place des bureaux pastoraux spécialisés dans les communautés et les districts pour défendre les terres des peuples, défendre les droits des peuples autochtones, ainsi que promouvoir la justice et la paix. Les prêtres, les avocats, le personnel (laïc et le clergé) des offices pastoraux vivront au sein des communautés et passeront parfois des jours à voyager pour atteindre les personnes les plus isolées.

La CPT, la Commission pastorale des terres au Brésil, accompagne les communautés depuis des décennies pour défendre leurs terres et réclamer justice. Ils guident les familles sans terre à travers les processus bureaucratiques d'obtention de titres fonciers formels et de négociation d'accords entre les autorités, les grands propriétaires terriens et les entreprises. Ils défendent aussi les droits des familles et des communautés pauvres par le biais du système judiciaire lorsqu'ils sont menacés d'expulsion ou lorsqu'ils demandent une indemnisation pour leur réinstallation après avoir été expulsés de leurs terres. Ils travaillent avec les communautés tout au long de ce processus, les aidant à rester organisés pour qu'ils ne renoncent pas à leur revendication de terres (pouvant prendre jusqu'à 30 ans) ou ne les abandonnent pas, à cause des pressions de la production agricole et de la commercialisation.

Les conflits fonciers et la protection de l'environnement peuvent s'avérer mortels : La CPT a enregistré plus de 965 meurtres dans l'État de Para entre 1975 et 2019. Elle accompagne les membres de la famille et les communautés pour tenter de traduire en justice les auteurs de ces crimes, établir une jurisprudence et remettre en cause la culture d'impunité. C'est l'exemple du cas de Jose Claudio Ribeiro da Silva et Maria do Espirito Santo²⁷, un couple qui vivait dans la municipalité de Nova Ipixuna dans le sud-est de Para. La CPT a aidé les agriculteurs là-bas - coordonnés par Jose Claudio et Maria - à créer un village boisé de 22 000 hectares, avec une abondance d'espèces indigènes, protégeant toutes le sol et les sources d'eau. Les bûcherons et les éleveurs voulaient, eux, exploiter le bois et la terre pour eux : Jose Claudio et Maria ont été assassinés en 2011. La CPT, représentée par l'avocat des droits fonciers Jose Batista Goncalves Afonso, a porté cette affaire devant les tribunaux. Bien que les meurtriers aient maintenant été condamnés, ils sont toujours libres. Jose Batista s'est également rendu dans les capitales européennes pour sensibiliser les gens sur la situation de défenseurs de l'environnement comme eux et se battre pour l'accès à

la justice et des contrôles plus stricts sur les entreprises opérant sur les terres autochtones.

Parler au nom de la justice

L'Église, en tant qu'institution ou par l'intermédiaire de prêtres, d'évêques, d'ordres religieux ou d'institutions de service, élèvera souvent la voix contre l'injustice, en particulier lorsque les citoyens craignent pour leur propre vie s'ils s'expriment.

Depuis 2013, le **Nicaragua** a vu des manifestations sur un large éventail de questions, notamment : le niveau de vie, l'autoritarisme et la corruption, la perte de l'espace de la société civile, le manque d'intérêt pour la destruction de l'environnement, la perte de terres et la pauvreté généralisée. La crise s'étant aggravée en 2018, l'Église catholique a alors fait en sorte que les plus vulnérables soient davantage entendus, sous le régime autoritaire et s'est prononcée en faveur du changement. Pour ce faire, elle a organisé une marche pour la justice et la paix où, menée par Mgr Silvio Jose Baez, où les gens pouvaient exprimer pacifiquement leurs demandes de changement. Les évêques ont également utilisé leur lettre pastorale de Carême pour que le peuple se fasse entendre, contre la corruption, le crime et l'abus de pouvoir, et pour appeler le gouvernement et les citoyens à vivre une vie intègre et à ne pas perdre espoir dans le changement. Avec une crise de confiance au sein institutions de l'État, l'Église catholique était considérée comme la seule institution digne de confiance, de sorte que le cardinal Leopoldo Brenes a été soutenu à la fois par le gouvernement et les mouvements citoyens pour négocier un dialogue national afin de rechercher une solution. Malheureusement, cela n'a pas conduit au changement souhaité et l'Église a continué à s'exprimer depuis lors, demeurant déterminée à se tenir aux côtés des citoyens dans la recherche de la démocratie, de l'état de droit, de la paix et de la justice. Cela s'est traduit par des visites pastorales pour consoler ceux qui souffrent, avec une délégation du clergé catholique se rendant à Diriamba après le meurtre de 17 personnes en juillet 2018.

Dans un climat politique de plus en plus polarisé au **Brésil** et au milieu des meurtres fréquents de défenseurs des droits humains en toute impunité, le président de la Conférence épiscopale brésilienne, Mgr Walmor Oliveira de Azevedo, s'est exprimé en septembre 2020.²⁸ Il a prononcé un discours largement médiatisé, appelant les citoyens et les dirigeants à la tolérance des différences et

27 <https://www.independent.co.uk/voices/climate-change-time-now-brazil-land-rights-rainforest-theresa-may-a8975601.html>

28 https://www.religiondigital.org/luis_miguel_modino_-_misionero_en_brasil/presidente-episcopado-brasileno-sentimiento-hostilidad_7_2266343363.html

à un plus grand respect des institutions démocratiques, dénonçant la persécution contre les défenseurs des droits humains et appelant le gouvernement à lutter contre les inégalités et à donner la priorité aux emplois et aux moyens de subsistance de millions de pauvres. Au milieu de la déforestation croissante et du retrait des communautés autochtones de leurs terres en Amazonie brésilienne, il a appelé tous les Brésiliens à protéger l'Amazonie.



Photo: Louise Norton

L'archevêque Edward Tamba Charles de Freetown, Sierra Leone, à l'extérieur du palais de Westminster, Royaume-Uni. Leaders religieux à Westminster pour la réponse à l'Ebola.

Lettres pastorales des évêques

À Pâques 2019, la **Conférence épiscopale érythréenne** a écrit une lettre appelant à la paix et à la réconciliation nationale, appelant à une Commission vérité et réconciliation, et exhortant le gouvernement à agir contre la pauvreté, la migration, l'injustice et le différend frontalier entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Cette lettre a permis aux citoyens ordinaires de trouver un espoir et une voix, mais a également entraîné la fermeture forcée d'écoles et d'hôpitaux catholiques par le gouvernement.²⁹

À la fin de la guerre civile au **Sri Lanka**, la Conférence épiscopale a écrit une lettre pastorale sur la réconciliation et la reconstruction de la nation, basée sur le pluralisme religieux et politique, le respect de la dignité humaine et

des droits humains et pour que l'Église soit au service du plus grand bien.

Lors de l'épidémie d'Ebola de 2019 dans l'est de la **RDC**, les agents de santé du gouvernement et de la communauté internationale ont suscité beaucoup de méfiance, de par la résistance à la vaccination. L'Église a donc rédigé des lettres à la population locale, les exhortant à participer aux programmes de vaccination pour aider à endiguer la propagation de la maladie.

Avant les élections, comme récemment au **Kenya**, les évêques écrivent souvent des lettres tentant d'influencer la manière dont les élections sont conduites, appelant tous les candidats à s'engager à des moyens non violents et à faire preuve de retenue dans leur langue, ainsi qu'à la participation démocratique de tous les tiers. L'Église catholique est souvent considérée comme une voix officieuse de la démocratie, de la paix et de la tolérance, donnant le ton à ses membres et au grand public.

En août 2020, la **Conférence épiscopale du Zimbabwe** a publié une lettre pastorale mettant en lumière la corruption, la pauvreté et les violations des droits humains. Les évêques ont condamné la répression brutale de la dissidence par le gouvernement, soulignant la nécessité de résoudre les blessures du passé non résolues, ainsi que le sort désespéré de ceux qui souffrent du chômage et des pénuries alimentaires. Cette lettre a généré une attaque personnelle fulgurante contre l'archevêque Robert Ndlovu, de la part d'un ministre du gouvernement.

Suite à la publication de l'encyclique *Laudato Si'* du Pape François pour notre maison commune en 2015, les lettres pastorales se sont de plus en plus concentrées sur la nécessité de répondre à la crise sociale et environnementale à laquelle le monde est confronté. En 2018, la **Conférence épiscopale latino-américaine** (CELAM) a publié une lettre pastorale appelant à de nouveaux modèles de développement donnant la priorité aux droits humains et à la protection de l'environnement.³¹ En 2019, au début du Carême, **Mgr John Arnold de Salford** a écrit à toutes les écoles et paroisses de son diocèse, pour demander aux gens de changer leur mode de vie pour protéger la planète. Ces lettres parlent des signes de notre temps, sollicitant l'action de ceux qui sont au pouvoir et de chaque citoyen.

²⁹ <https://www.comboni.org/pt/contenuti/110473>

³⁰ <https://www.indcatholicnews.com/news/40248>

³¹ <https://www.celam.org/celam-presenta-oficialmente-carta-pastoral-sobre-cuidado-de-la-casa-comun-2374.html>

6 OFFRIR DES SOINS MÉDICAUX ET UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET ACCESSIBLES À TOUS



Photo: David Mutua

Sœur Jacinta Njeru, de l'hôpital Matercare, Isiolo avec un membre de la communauté au Kenya.

Les institutions de l'Église catholique ont fourni des soins médicaux et une éducation de grande qualité dans de nombreux pays et communautés, où l'État a des ressources et une portée limitées, en particulier en Afrique.

Ces écoles ont tendance à être renommées pour la qualité de l'enseignement qu'elles offrent, empreint de valeurs. La santé, avec son approche de traitement de la personne dans son ensemble, ancrée dans la dignité de chacun, est reconnue à la fois pour sa qualité et son approche holistique.

Les écoles et les hôpitaux catholiques riment avec l'Église pour de nombreuses personnes. Ils peuvent également servir d'abris ou de centres de distribution en cas d'urgence, y compris en cas de pandémie, de bureaux de vote ou de contrôle électoral, de lieux neutres de dialogue et de médiation, et de centres d'accueil et de réadaptation.

Santé

Au **Libéria**, pendant la crise d'Ebola, de nombreuses installations gouvernementales dans les communautés locales ont été fermées, laissant un vide dans les connaissances, les informations et les capacités locales pour gérer la crise efficacement. En revanche, les établissements de santé de l'Église sont restés ouverts. Motivés par un sens de la vocation et un engagement plus large pour aider ceux qui en avaient le plus besoin, les agents de santé de l'église étaient prêts à risquer leur propre vie pour s'assurer que les gens avaient toujours accès aux services. Aider les malades est considéré comme faisant partie intégrante de la mission fondamentale de l'Église.³²

En **Érythrée**, l'Église soutient le gouvernement quant à dispenser des soins médicaux dans les zones reculées que les services de l'État ont eu du mal à atteindre. Des groupes de religieuses, dont les Sœurs de la Charité et les Sœurs Missionnaires Comboniennes, parcourent de longues distances en véhicule pour se rendre dans des villages reculés et vérifier la santé des gens. Ils apportent également des kits d'accouchement de sages-femmes, ce qui a entraîné une réduction des taux de mortalité maternelle et infantile à tous les niveaux. L'hôpital catholique de santé communautaire d'Engela, dans le diocèse de Ségénéité, est réputé pour les liens étroits de compassion et de connexion personnelle entre les patients et les professionnels, en raison de son éthique d'amour, de soins et de la dignité inhérente à tous. En établissant des relations et une confiance de cette manière, l'Église peut atteindre les communautés et les impliquer d'une manière que d'autres institutions pourraient ne pas être en mesure de faire.

En réponse à la propagation du VIH au **Zimbabwe**, l'Église, par l'intermédiaire de la Little Company of Mary Sisters, a été parmi les premières institutions à traiter la situation comme une urgence. Ils étaient motivés pour atteindre les personnes les plus pauvres, qui étaient les plus touchées. Dirigés par Sr Noreen Nolan, ils ont entrepris des recherches sur le virus, communément appelé alors « la maladie de la minceur » et ont mis en place une station appelée Dananai (« S'aimer les uns les autres ») à l'hôpital de la mission Murambinda à Buhera pour soutenir ceux qui souffraient et plaider pour une aide accrue du gouvernement. Bien intégrées dans les communautés, les religieuses savent où trouver les ménages les plus vulnérables, souvent dirigés par des femmes. Elles tentent de guider les enfants vers l'école et connecter les femmes aux réseaux sociaux, si elles sont isolées, en travaillant à réduire la stigmatisation et la discrimination au sein des communautés. Le succès



Photo: Thom Flint
Les pères des bébés du groupe des nouvelles mères de Kariyangwe au Zimbabwe.

des réseaux profonds de l'Église dans ces communautés se traduit par le fait que d'autres agences les utilisent de plus en plus pour dispenser des soins sociaux à une plus grande partie de la population.

Éducation

Le réseau Fe y Alegria, présent dans toute l'Amérique latine, vise à fournir une éducation aux enfants issus de milieux plus pauvres d'une manière qui soit adaptée à leur contexte local et se concentre sur la personne dans son ensemble. **Le Salvador** souffre de taux élevés de violence et le quartier de La Chacra est un quartier urbain pauvre à la périphérie de San Salvador, qui souffre de décennies de violence des gangs. Les Sœurs de Sainte-Claire ont une petite communauté à La Chacra et, grâce à l'école Fe y Alegria, elles ont travaillé avec des enfants et des familles de quatre des communautés locales liées à l'école pour s'attaquer aux causes et aux impacts de la criminalité. Des psychologues ont apporté un soutien et des conseils aux enfants et aux familles qui ont été touchés par la criminalité. Les sœurs ont également développé des programmes de formation axés sur les compétences de vie, le développement des petites entreprises, les sports et les arts - comme moyen à la fois de renforcer l'estime de soi et de proposer des alternatives à l'appartenance à un gang.

Au **Niger**, bien que seulement 1 % de la population soit catholique, l'Église est responsable d'une part importante de l'éducation, offerte parallèlement aux programmes

32 Christian Aid, CAFOD, Tearfund, Islamic Relief Worldwide (2015), Keeping the faith - the role of faith leaders in the Ebola response

nationaux d'éducation dans toutes les grandes villes. Elle joue également un rôle crucial en facilitant l'accès à l'éducation pour tous les groupes, avec son propre programme accrédité par le gouvernement pour l'apprentissage accéléré. Ce programme offre un soutien aux enfants qui ont pris du retard dans leurs études, avec un programme d'enseignement intensif pour les aider à réintégrer le stade approprié du système éducatif gouvernemental. Ce programme ayant beaucoup de succès, a contribué à l'augmentation des niveaux d'éducation, ainsi qu'à générer un plus grand nombre de professionnels dans le pays. Des ministres en exercice ont également bénéficié de ses programmes.

Au **Bangladesh**, l'Église catholique est responsable de 111 écoles, deux collèges et une université. Ces établissements d'enseignement, souvent situés dans des zones plus reculées, donnent accès à l'éducation à des populations plus exclues et sous-représentées. Plus précisément, l'Église a permis l'accès à une éducation de grande qualité à de nombreux peuples autochtones Adivasi, qui autrement ne pourraient pas aller à l'école. Selon Joyti F. Gomes, secrétaire du Bangladesh Catholic Education Board, le secret du succès des écoles catholiques est l'accent mis sur le « développement humain complet » et l'épanouissement, enraciné dans l'enseignement social catholique.



Eric, professeur d'art et la classe d'art du dessin pour enfants. Les jeunes et les communautés non violentes construisent une société pacifique au Salvador.

7 SOUTENIR DES MOYENS D'EXISTENCE DURABLES



Photo: Hannah Caldwell

De nouvelles façons de gagner sa vie suite au typhon Haiyan aux Philippines.

Les organisations de développement de l'Église sont présentes au niveau local, soutenant de nombreuses communautés, tant rurales qu'urbaines, vers des moyens de subsistance durables.

Leur présence continue et leur large éventail d'interventions leur permettent de s'engager dans l'ensemble des activités communautaires, notamment l'agriculture durable, la résolution des conflits, la participation des femmes, le développement organisationnel et la fourniture de services de santé et d'assainissement.

La durée pendant laquelle ils ont servi les communautés et leur compréhension de la population locale signifient que les communautés sont ouvertes et disposées à apprendre d'elles de nouvelles méthodes d'agriculture et de gestion des terres, pour devenir plus durables sur les plans économique et environnemental, comme en **Zambie** et au **Zimbabwe**.

L'Église est également témoin de la destruction des terres et des moyens de subsistance à travers des modèles de développement non durables qui éloignent les gens de leurs terres, provoquent la destruction de l'environnement et des violations des droits de l'homme et qui enferment les communautés locales dans des relations inégales.

L'expérience de l'Église sur le terrain, l'appel à une « option préférentielle pour les pauvres » et « le soin de notre maison commune » obligent l'Église à rechercher des solutions structurelles à long terme, comme au **Salvador**.

Les pratiques agricoles à travers la **Zambie** diffèrent, mais il n'est pas rare de brûler des terres, de labourer le sol et de le planter avec du maïs en monoculture, en utilisant des engrais chimiques et des pesticides. Cela est en partie dû à l'encouragement du gouvernement à la culture du maïs, avec la promesse d'un marché garanti et donc un revenu garanti, ainsi que des subventions aux engrais. Cela a privé les agriculteurs du contrôle de leurs moyens de subsistance, les laissant dépendants des subventions gouvernementales et des prix. Elle a également eu pour conséquence le fait que les moyens de subsistance sont devenus dépendants d'une seule culture et donc plus précaires, avec des effets négatifs importants sur l'environnement.

Caritas Monze travaille depuis de nombreuses années avec les communautés des diocèses de Monze et de Livingstone, cherchant à s'adapter à la réalité changeante et à trouver des moyens de subsistance alternatifs et durables. La présence à long terme de Caritas dans les communautés signifie qu'elle est connue et digne de confiance, pouvant aider tous les membres de la communauté. Elle a adopté l'approche de « La famille comme unité de développement », qui a assuré la participation active de tous les membres de la famille à la prise de décision, à la planification et au partage des avantages. Dans un contexte où les ménages ruraux accordent une grande valeur à la famille, cela a ouvert un espace pour impliquer des familles entières sur les questions de résolution des conflits, les droits de l'homme, les moyens de subsistance et la lutte contre la violence sexiste.

Le soutien pour aider les familles à investir dans l'agriculture biologique a produit des résultats frappants. Parmi la plus grande variété de cultures cultivées qui sont



Photo: Thom Flint

Agriculture résiliente au climat à Marsabit, Kenya.

adaptées aux conditions climatiques et locales, Agriculture résiliente au climat à Marsabit, Kenya. certaines agissent comme des pesticides naturels, éliminant ainsi le besoin d'autres produits chimiques. Les arbres plantés ont aidé à reboiser la terre, à réduire l'érosion des sols, de même qu'à éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère. Une plus grande variété de cultures signifie une meilleure nutrition et une réduction des dépenses de santé, ainsi que plus de produits à vendre et plus d'argent pour les frais de scolarité. Cela contribue également à un changement de comportement à long terme dans la communauté, certains chefs de village imposant une interdiction d'abattre des arbres et des amendes comme conséquences pour ceux qui le font. Plus généralement, les femmes ont été plus activement impliquées dans les décisions communautaires et une diminution spectaculaire du nombre de cas de violence sexiste portés devant les chefs de village pour médiation, a été constatée.

Au **Zimbabwe**, la sécurité alimentaire est de plus en plus menacée par des pluies imprévisibles, entraînant des inondations et des sécheresses, associées à l'érosion des rivières et à des épidémies de ravageurs ou de maladies. Caritas Gokwe et Caritas Hwange soutiennent l'agriculture résiliente au climat dans les communautés rurales vulnérables à celui-ci, ce qui a surtout consisté à leur enseigner des techniques résilientes, telles que la rotation et la diversification des cultures, y compris la promotion de petites céréales comme le sésame et le millet qui sont résistantes à la sécheresse et à pollinisation libre, les rendant bonnes pour la récolte, le stockage et la replantation pendant au moins cinq ans. En conséquence, 20 000 ménages ont signalé une augmentation de 20 % de la production agricole ou animale et contrôlent davantage leurs propres terres et leurs moyens de subsistance. La « campagne des petits grains » a été un tel succès que les chefs traditionnels ont créé une politique selon laquelle toutes les propriétés doivent consacrer au moins un acre aux petites céréales comme assurance contre la sécheresse. L'Église est dans une position unique pour aider à mettre en œuvre des programmes de CRA comme ceux-ci car elle est intégrée dans les communautés locales, avec une conscience des expériences locales de l'agriculture et de l'aptitude potentielle à l'innovation. Elle est également très respectée, inspirant confiance à tous quant aux services qu'elle rend, ce qui signifie que les agriculteurs sont réceptifs à l'apprentissage de nouvelles techniques et idées, sachant que cet apprentissage émane des partenaires de l'église.

El Salvador est le pays le plus petit et le plus densément peuplé d'Amérique centrale, souffrant de la détérioration de l'environnement, notamment de graves pénuries d'eau à usage domestique et agricole. En 2011, la Commission

économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a averti que le pays s'approchait d'une situation de stress hydrique, le gouvernement déclarant l'état d'urgence en 2015.

Dans ce contexte, l'extraction des métaux constituait une menace sérieuse pour les moyens de subsistance et pour l'environnement. La forte demande d'eau dans les opérations minières menaçait de restreindre l'utilisation de l'eau pour la population, tandis que l'activité minière entraînait la contamination de l'approvisionnement en eau existant, ainsi que des conflits fonciers. L'exploitation minière au Salvador était traditionnellement celle des mines à petite échelle, mais avec la fin de la guerre civile en 1992, le gouvernement a commencé à planifier des mines plus grandes. Depuis plus de 20 ans, la population a résisté à cette expansion, en organisant des campagnes pour arrêter l'octroi de licences, craignant la destruction de l'environnement, le retrait de leurs terres et la destruction de leurs moyens de subsistance. En 2009, le gouvernement a adopté un moratoire sur d'autres licences, dans l'attente d'un examen complet. Ces efforts de protection de l'environnement ont donné lieu à des poursuites judiciaires internationales engagées par deux sociétés minières, qui craignaient une perte de revenus. Les sociétés minières ont perdu devant les tribunaux, ce qui a entraîné une pression populaire croissante pour interdire l'exploitation minière.



Photo: Graham Gordon

Solomon Phiri, Caritas Monze, Zambia.

Répondant à la vague de fond de l'opinion publique et utilisant la position et l'influence de l'Église catholique au Salvador, l'archevêque de San Salvador, Jose Luis Escobar Alas, a présenté une proposition législative au Congrès en 2017 pour transformer le moratoire existant sur l'extraction des métaux en une interdiction pure et simple. Cette proposition a été élaborée par l'intermédiaire de l'Université d'Amérique centrale (UCA) et de Caritas, toutes deux membres de l'Église catholique, travaillant en étroite collaboration avec des groupes de la société civile et des citoyens qui voyaient leurs moyens de subsistance menacés par l'exploitation minière. En quelques semaines, et avec de grandes marches populaires pour montrer son soutien à la proposition, le Congrès a adopté une loi qui interdisait l'extraction de l'or et d'autres métaux, faisant du Salvador le premier pays au monde à imposer une telle interdiction. En présentant le projet de loi, l'archevêque a ainsi déclaré :

*Nous représentons l'opinion de la population
désireuse de protéger l'environnement.*

*Ce qui nous intéresse, c'est le bien commun. Nous
ne pouvons pas transmettre un pays contaminé
à nos fils et filles, à nos petits-enfants et aux
générations futures.*

Jose Luis Escobar Alas, archevêque de San Salvador

Forts de ce succès, l'UCA et l'Église catholique ont présenté une étude sur la gestion de l'eau en Amérique latine, visant à résister aux propositions de privatisation de l'approvisionnement en eau au Salvador. Il s'est inspiré d'exemples positifs d'autres pays d'Amérique latine qui disposent d'un organe étatique chargé de gérer l'eau dans l'intérêt de la population. Après avoir présenté cette étude, l'archevêque a déclaré qu'il réaffirmait l'engagement de l'Église à défendre les droits des pauvres du pays et à protéger l'environnement, en exigeant une loi sur l'eau « juste, efficace et équitable ».

■ Les voies à suivre

Il existe une opportunité pour des partenariats plus efficaces entre les gouvernements donateurs, les organisations internationales et l'Église à tous les niveaux du développement international et de la réponse humanitaire.

Au Royaume-Uni, un engagement significatif avec les acteurs religieux sera une partie essentielle du travail du Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement nouvellement formé et le développement d'un nouveau cadre stratégique pour l'APD.

Ci-dessous, nous proposons quatre moyens de soutenir ces partenariats, avec des suggestions spécifiques sur ce qu'ils signifient pour le gouvernement britannique.

1 Programme d'apprentissage fondé sur des données probantes avec des acteurs confessionnels

Le point de départ de partenariats efficaces est une compréhension plus profonde par les professionnels du développement et de l'humanitaire de la façon dont l'Église travaille dans différents contextes. Nous espérons que ce document ira dans ce sens, même s'il reste encore beaucoup à faire.

Pour le gouvernement britannique :

- Le FCDO devrait lancer un programme d'apprentissage fondé sur des données probantes sur le travail avec les acteurs confessionnels, qui constituerait des preuves sur leur fonctionnement avec une analyse rigoureuse de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné dans les partenariats précédents.
- Il devrait commencer par se concentrer sur des domaines spécifiques où les acteurs confessionnels ont clairement démontré une valeur ajoutée, tels que la réponse humanitaire, la consolidation de la paix et la promotion de la gouvernance démocratique.

2 Engagement avec les groupes confessionnels locaux tout au long de toute intervention

Il doit y avoir un engagement plus profond et continu avec les chefs religieux aux niveaux local et national dans l'analyse politique, la conception, le développement et la mise en œuvre des programmes.

Pour le gouvernement britannique :



Photo: Angela Neil

Dix enfants de 10 ans de l'école catholique romaine St Peter, à Billericay, au Royaume-Uni, vêtus de costumes de super-héros pour marquer le dixième anniversaire de la loi de 2008 sur le changement climatique.

- Les missions de pays doivent impliquer les groupes religieux et communautaires locaux, qui sont enracinés dans le contexte local et sont des leaders de confiance, en tant que partenaires égaux dans la conception et la mise en œuvre de toute intervention.
- Lors de l'élaboration de tous les programmes, le personnel de la mission britannique doit rechercher des conseils continus auprès des chefs religieux sur les croyances et les comportements culturels, sociaux et religieux qui pourraient soutenir ou entraver toute intervention, par exemple pour répondre à des pandémies telles que l'Ebola et le Covid-19 ou dans le développement de pratiques agricoles résilientes au climat.
- Il pourrait s'agir entre autres d'un dialogue annuel avec les acteurs confessionnels, ainsi que d'une collaboration continue, et de la mise en place d'une équipe consultative d'acteurs confessionnels dans le pays.

3 Approche stratégique du travail avec des acteurs religieux à travers le FCDO

Il faut un engagement envers un véritable partenariat qui exploite les forces des différents acteurs et reconnaisse ce que l'Église peut bien faire. Cela nécessite de ne plus simplement traiter l'Église comme un partenaire de mise en œuvre pour des projets et programmes déjà convenus et de reconnaître les différents rôles que différents partenaires peuvent jouer dans une situation donnée.

Pour le gouvernement britannique :

- Le FCDO devrait mettre en place un groupe de travail avec la participation d'acteurs confessionnels afin de développer une stratégie interdépartementale pour s'engager avec les acteurs confessionnels. Cette stratégie devrait constituer un élément clé du nouveau cadre stratégique de l'APD.
- Cela pourrait commencer par focaliser sur des questions où il existe déjà un engagement fort, comme la réponse humanitaire, la consolidation de la paix et la responsabilité démocratique.
- Un groupe consultatif d'acteurs confessionnels conseillerait le FCDO sur les approches appropriées, en mettant en évidence les défis et les opportunités sur le terrain.

4 Soutien à long terme pour des partenariats efficaces avec les acteurs religieux

Il faut un soutien à long terme pour les domaines où l'Église et d'autres groupes confessionnels sont souvent les seuls acteurs qui peuvent intervenir efficacement, comme dans la consolidation de la paix ou la réponse humanitaire dans des contextes auxquels d'autres acteurs ont du mal à accéder.

Pour le gouvernement britannique, il pourrait s'agir entre autres de :

- **Soutien aux chefs religieux dans la consolidation de la paix.** Cela impliquera de soutenir la formation des chefs religieux, d'amplifier leurs voix et d'assurer leur protection lorsqu'ils appellent à la paix, ainsi que de les inclure dans tous les dialogues dans lesquels le gouvernement est impliqué au niveau national. Cela pourrait également impliquer un soutien financier aux efforts locaux de consolidation de la paix, en particulier là où le conflit a entraîné une perte importante de moyens de subsistance, de terres et de ressources, et où les communautés devront voir des signes pratiques de progrès si elles veulent adhérer aux processus de réconciliation.
- **Soutien aux organisations confessionnelles sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence.** Ce soutien doit être acheminé vers les plates-formes nationales d'ONG confessionnelles, ayant une expérience humanitaire et pouvant combler le fossé entre le gouvernement formel et les processus de coordination humanitaire des Nations Unies avec les chefs religieux nationaux et locaux. Les ONG internationales confessionnelles britanniques avec des partenariats à long terme et une confiance avec les organisations confessionnelles locales et les chefs religieux seraient des partenaires clés à cet égard.
- **Soutien aux organisations confessionnelles luttant contre le changement climatique et régénérant l'environnement.** L'encyclique du Pape François *Laudato si' - on Care for our common home* a mis l'Église catholique au défi de reconnaître la nature interconnectée des crises environnementale et sociale et de répondre à la fois au cri de la terre et au cri des pauvres. Dans de nombreux pays, l'Église se prononce pour la justice climatique, travaille sur le terrain pour une agriculture et des pratiques commerciales écologiquement durables et soutient les changements de mode de vie. Un soutien accru et de nouveaux partenariats sont nécessaires pour accroître la portée et l'impact.



L'Agence catholique pour le développement outre-mer (CAFOD) est l'agence d'aide officielle de l'Église catholique en Angleterre et au Pays de Galles et fait partie de Caritas International.

Association caritative n ° 1160384 et société à responsabilité limitée par garantie n ° 09387398.

Bureau d'inscription :
Maison Romero, 55 Westminster Bridge Road, Londres SE1 7JB

Tel: 00 44 7095 5348
Email: cafod@cafod.org.uk
Site Internet : cafod.org.uk

Imprimé sur du papier issu de forêts gérées durablement